

Rapport annuel

2003-2004



Édition et photographie : Janouk Murdock

Conception graphique
et mise en page : Marie-Claude Chagnon

Page couverture : Corsaire Design

Produit en novembre 2004

© UQCN 2004

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

Présentation de l'UQCN	1
Activités de l'UQCN	2
Rapport du Président	4
Mot du directeur général	7
Membres du conseil d'administration 2003-2004	9
Employés, contractuels et responsables bénévoles 2003-2004	16

Rapport d'activités 2003-2004

1 Commission Agriculture	19
1.1 Suivi des travaux sur le développement durable de la production porcine	19
1.2 Participation au Comité sur la mise en œuvre de l'écoconditionnalité dans l'administration des fonds publics destinés au secteur agricole au Québec.....	20
1.3 Réalisation d'un inventaire et d'une analyse des outils disponibles pour le développement de stratégies d'aménagement du territoire agricole	20
1.4 Projet sur l'aménagement du territoire agricole dans le contexte de la gestion par bassin versant	21
1.5 Demande de projet pour la prochaine année	21
1.6 Participation à différents comités.....	21
1.7 Représentation de l'UQCN dans le cadre de différents événements	22
1.8 Documents produits au cours de l'année	23
1.9 Projet de restauration écologique du bassin versant de la rivière du Cap Rouge	24
2 Commission Aires protégées	25
2.1 Campagne « Aux arbres citoyens ! ».....	25
2.2 Autres aires protégées	26
2.3 Faune et parcs	26
2.4 Autochtones et forêts	27
2.5 Autres actions	27
3 Commission Biodiversité	28
3.1 Projet d'inventaire écosystémique.....	30
3.2 Projet « Caractérisation des pressions périphériques exercées sur les aires protégées du Québec »	31
3.3 Ateliers sur les techniques de conservation de la nature.....	34
3.4 Programme ZICO	36
4 Commission Eau	39
4.1 Projet d'exploration gazière dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent	39
4.2 Projets de petites centrales hydroélectriques	39
4.3 Étude Grands Lacs - Voie maritime du Saint-Laurent.....	39
4.4 étude internationale sur le lac Ontario	39
4.5 Bassins versants	39
5 Commission Énergie - Changements climatiques	40

6	Commission Foresterie	42
6.1	Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise.....	42
6.2	Consultation nationale sur les objectifs de protection et de mise en valeur des ressources du milieu forestier.....	43
6.3	Consultations publiques sur la nouvelle approche d'affectation du territoire public (PATP).....	43
6.4	Certification forestière.....	43
6.5	Participation à la semaine des sciences forestières des étudiants en foresterie de la faculté de Foresterie, Géomatique et de Géographie de l'Université Laval.....	44
6.6	Participation à l'événement l'Exposition du Congrès du 12 ^e Congrès forestier mondial tenu à Québec.....	44
6.7	Participation au Colloque Boréal.....	45
6.8	Activités médiatiques.....	45
6.9	Réserves fauniques québécoises.....	45
7	Communications : Fr@ncVert	46
8	Présence médiatique et mémoires	47
8.1	Communiqués.....	47
8.2	Revue de presse - Médias écrits.....	48
8.3	Revue de presse - Médias électroniques.....	51
8.4	Mémoires.....	52

Rapport financier 2003-2004

Rapport des vérificateurs	55
États financiers	58
Notes complémentaires de l'exercice clos le 31 août 2004	62
Renseignements supplémentaires	65

Remerciements 2003-2004

Partenaires financiers en 2003-2004	71
Organismes affiliés à l'UQCN en 2003-2004	72
Membres individuels et donateurs de l'UQCN en 2003-2004	73

Plan d'action 2004-2005

Commission Agriculture.....	79
Commission Aires protégées.....	79
Commission Biodiversité.....	79
Commission Eau.....	80
Commission Énergie et Changements climatiques.....	80
Commission Foresterie.....	80
Antenne Saint-Laurent.....	81
Activités de communication, formation, recherche, sensibilisation, représentation.....	81

Rapport annuel

2003-2004

Introduction



PRÉSENTATION DE L'UQCN

L'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) a été fondée en 1981. Au cours des ans, cet organisme à but non lucratif s'est prononcé publiquement sur un grand nombre de questions environnementales : la Loi québécoise sur les forêts, la gestion de l'eau, la réduction de la pollution agricole, la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, la Loi provinciale sur les pesticides, la consultation sur la gestion des matières résiduelles, la gestion de la faune, l'élargissement du réseau des aires protégées, etc.

L'UQCN a également :

- fondé Stratégies Saint-Laurent;
- participé à la création d'ÉcoSommet;
- réalisé l'ÉcoRoute de l'information, principal site francophone à caractère environnemental sur Internet;
- publié une carte présentant l'ensemble des sites protégés et à protéger du Québec méridional (*Les milieux naturels du Québec méridional*);
- lancé les Guides pour la protection des cours d'eau (Santé et environnement pour la protection des cours d'eau);
- créé en 1984 et publié jusqu'en juin 1999, le magazine *Franc-Vert*;
- fait la promotion de l'éducation relative à l'environnement par le biais de son concours photo annuel « La nature du Québec en images »;
- créé en 2003 le magazine électronique *Fr@ncVert*.
- créé, en 2003, le site Internet *Aptitudes*, destiné aux ONGE.

L'UQCN appuie ses activités sur les trois objectifs principaux de la Stratégie mondiale de conservation soit : le maintien des processus écologiques essentiels à la vie; la préservation de la diversité génétique et l'utilisation durable des espèces et des écosystèmes. Elle s'est engagée résolument dans un processus visant à influencer les attitudes et les comportements de l'ensemble des Québécois et des organisations québécoises tant publiques que privées pour atteindre ces trois objectifs.

À long terme, l'UQCN vise à ce que les changements de perception des individus et des organisations se traduisent en actions positives et continues en faveur d'une consommation plus avisée et de l'amélioration des écosystèmes.

La mission de l'UQCN est inspirée par une vision de la Vie où la diversité joue un rôle essentiel à tous les niveaux de son organisation et de son expression.

Elle travaille de plusieurs façons à la rencontre de ces grands objectifs. L'éducation auprès des jeunes et des adultes, les campagnes de sensibilisation, la recherche, la participation aux consultations et les avis ou prises de position publics sont les principaux moyens retenus.

ACTIVITÉS DE L'UQCN

L'UQCN intervient dans plusieurs dossiers environnementaux : agriculture, aires protégées, biodiversité, conservation des habitats, eau, énergie et changements climatiques, forêt, industries et technologies, transports, etc.

Elle participe aux travaux de nombreux comités et groupes de travail permettant ainsi d'enrichir sa vision des problématiques abordées. De la même façon, elle sollicite et favorise les apports de ses nombreux partenaires, issus de milieux différents, sur ses commissions et à l'intérieur de ses comités ad hoc.

L'UQCN a été active sur les dossier énergétiques durant l'année 2003-2004, particulièrement en ce qui a trait au développement de la filière thermique. En effet, elle a milité activement contre les projets du Suroît et de Bécancour. Des efforts ont été aussi consentis aux dossiers de barrages sur les rivières Péribonka et Magpie, ainsi que sur le réservoir Kénogami (Pikauba). L'UQCN a également déposé un mémoire et pris fermement position contre l'exploration gazière dans le Saint-Laurent.

Depuis quatre ans, l'UQCN assure la coordination du programme des Zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) au Québec. Ce programme international, établi dans plus de 100 pays, est au Québec sous la responsabilité de l'UQCN, en collaboration avec la Fédération canadienne de la Nature (FCN). Il consiste à identifier et à protéger un certain nombre de sites, choisis selon des barèmes biogéographiques, afin d'aider à maintenir de façon naturelle les populations aviaires et ce, en tenant compte des aires de répartition des espèces pour lesquelles une approche de conservation par site est appropriée. L'UQCN est actuellement responsable de l'établissement dans tout le territoire du Québec de nombreux plans de conservation des ZICO. Au cours de la dernière année, les efforts ont été consentis à la réalisation de panneaux d'interprétation des ZICO. Des ententes pour une douzaine de panneaux ont été élaborées. Également, deux nouvelles régions ont été ciblées pour des plans de conservation soit Beauport et Baie-Comeau. Des activités de suivi et de soutien pour des organismes mandataires des plans déjà élaborés ont été également effectués.

Parmi les autres volets importants du programme actuel de l'UQCN, on peut aussi compter les Ateliers sur la conservation des milieux naturels. Ces ateliers organisés par l'UQCN dans le cadre d'un partenariat avec le RMN, Environnement Canada, le ministère des Pêches et des Océans (MPO) et la Fondation de la faune, visait à produire des formations adaptées pour les organisations faisant de la conservation de milieux naturels. Les premiers ateliers d'envergure provinciale ont eu lieu cette année au Château Frontenac. Ceux-ci donnaient suite aux Ateliers itinérants offerts depuis trois ans sur les techniques de conservation de la nature.

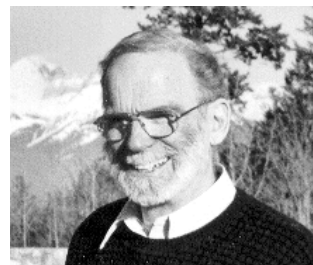
Outre sa participation à de nombreux groupes de travail et comités institutionnels en agroenvironnement tant provinciaux que fédéraux, l'UQCN a coordonné une série d'interventions portant sur le moratoire sur la production porcine. Au cours de cette année, l'UQCN a aussi réalisé des mandats ponctuels concernant des outils d'aménagement du territoire et les bassins versants.

L'UQCN travaille activement dans le dossier des Aires protégées. Dernièrement, son implication a été dirigée vers la parution de fiches d'informations sur les aires protégées en forêt boréale. L'UQCN a également investi des efforts de promotion vers des sites particulièrement intéressants tels que l'île René-Levasseur, la rivière Ashuapmushuan et la rivière Dumoine. Ces actions découlent toutes d'une concertation avec les organismes régionaux. L'UQCN a travaillé aussi activement sur le dossier du caribou forestier et de la commission Coulombe.

Le programme d'apprentissage en ligne destiné aux ONGE intitulé *Développer des aptitudes pour interagir avec les gouvernements en matière d'environnement*, ou simplement *Aptitudes* a été finalisé et mise en ligne durant l'année 2004.

L'UQCN est un acteur majeur dans la conservation de la nature au Québec, appuyée par plus de 2000 membres et donateurs, et regroupant près de 80 organismes affiliés. La qualité de son travail et de son expertise, assurée en grande partie par son réseau de bénévoles et de collaborateurs agissant au sein de chacune des commissions, en font un intervenant reconnu et estimé par les autres organismes environnementaux ainsi que par les institutions québécoises, canadiennes et étrangères avec lesquelles elle travaille depuis plus de vingt ans.

RAPPORT DU PRÉSIDENT



Au moment d'écrire ses lignes, le gouvernement Charest vient de lancer une série de consultations comme suivi du « Forum des générations » qui a réuni en octobre quelque 70 représentants gouvernementaux et de la société civile. Alors que pour le Sommet socio-économique de 1996 le milieu de l'environnement n'était tout simplement pas invité, cette fois-ci, seul le Regroupement national des conseil régionaux de l'environnement a été invité à participer au Forum pour représenter ce milieu. En même temps, la société civile est en attente du dépôt d'un Plan vert promis lors de la campagne électorale de 2003, plan dont toutes les indications suggèrent qu'il ne sera qu'une série d'activités en marge des activités de développement mises de l'avant par le Gouvernement.

Ces deux situations permettent de constater que l'UQCN est loin d'être rendue à bon port avec l'orientation stratégique qui figure dans son *Plan stratégique 2002-2005* : « *Se positionner au Québec comme un intervenant incontournable du développement durable et de la protection de la nature avec des assises importantes dans le milieu* ». Non seulement l'UQCN n'a pas été identifiée pour une participation à un événement marquant pour le Gouvernement, qui comportait en principe des échanges sur le développement durable, mais le gouvernement ne semble pas reconnaître le développement durable comme stratégique, l'associant plutôt, semble-t-il, à une série d'activités qu'il juge « environnementales ». Deux interventions de ma part à cet égard, publiées au nom de l'UQCN, se trouvent sur notre site web (<http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/conferences.htm>), l'une portant sur les deux défis soulignés par le Forum, la stabilisation démographique et les enjeux pour les finances publiques qui en découlent, l'autre faisant le bilan de la première année du gouvernement en ciblant le Plan vert qui n'est pas encore divulgué.

Cette situation me permet de rappeler la « mission » de l'UQCN, également présentée dans le *Plan stratégique 2002-2005*, soit : « *institutionnaliser par un ensemble d'activités une prise de décision par la société qui est plus écologique, plus soucieuse du développement durable, et qui poursuit les trois objectifs suivants : maintenir les processus écologiques essentiels à la vie; préserver la diversité biologique; favoriser l'utilisation durable des espèces, des écosystèmes et des ressources* ». Même si elle est perçue par bon nombre comme un « groupe environnemental », l'UQCN a choisi dès le départ d'insérer ses démarches en vue de la protection de l'environnement dans un cadre visant à mieux orienter les activités de « développement », qui constituent les principales sources d'impacts sur ce même environnement.

En effet, il y a lieu de prétendre que l'environnement, mis à l'ordre du jour de la société dans les années 1970, est maintenant une composante incontournable de tout projet de développement; il s'agit d'un acquis très important des dernières décennies. Cela ne signifie pas pour autant que l'environnement est pris en compte de façon satisfaisante; au contraire, la situation continue à se dégrader, localement et globalement, en dépit de certaines apparences contraires. Pendant cette même période, la population du Québec s'est accrue d'environ 40 %, ajoutant 2 000 000 de personnes à l'occupation du territoire, et en augmentant de façon significative, par un ou des ordres de grandeur, les activités économiques partout sur le territoire.

L'UQCN est donc convaincue que ses interventions doivent viser des enjeux d'aménagement du territoire comme moyen privilégié pour bien asseoir le développement

qui est associé à cette croissance tout comme à sa stabilisation. La population est près d'être stabilisée, mais le développement économique continue et s'étend, différemment, selon les régions. L'urbanisation des grands centres, surtout Montréal et Québec, a eu tellement d'impact sur les centres et les périphéries de ces villes que celles-ci sont méconnaissables; le territoire agricole, les milieux humides et les boisés, les rivières, tous ont été soumis à des pressions qui nous laissent avec un portrait contemporain de perturbations majeures dans le milieu. De plus, l'urbanisation non durable continue, et de manière croissante, à générer des gaz à effet de serre en même temps qu'elle entretient un niveau élevé de pollution de l'air. Enfin, la villégiature, un corollaire de l'urbanisation, affecte de manière croissante les milieux naturels (lacs, boisés, montagnes) dans la grande périphérie des centres urbains. En région, l'agriculture s'est intensifiée grandement, devenant une activité industrielle, et la foresterie s'est étendue pour s'attaquer maintenant aux limites lointaines des forêts « commerciales », dans les deux cas laissant des impacts diversifiés et inquiétants partout. Finalement, le développement hydroélectrique a harnaché un grand nombre de rivières du Québec, en vue d'autres, et cela sans que le territoire ne connaisse une protection adéquate pour quelques-uns de ses écosystèmes aquatiques.

En même temps, et sans besoin d'un lien direct avec la dégradation environnementale, le caractère non durable de cette croissance récente (1945-2004) commence à paraître de façon inéluctable, se manifestant par des contraintes budgétaires et financières importantes qui sont vouées à croître dans les prochaines décennies. Dans nos villes, les coûts associés au maintien (ou même à la construction) des infrastructures paraissent beaucoup plus importants que les revenus prévisibles pour les couvrir. Dans les communautés en région, les coûts associés au simple maintien des services de base dépassent leurs moyens de les couvrir, ceux-ci ayant même tendance à régresser, ce qui laisse présager que l'exode rural va continuer, augmentant d'autant les pressions sur les centres urbains.

Ce portrait plutôt sombre devrait confirmer l'UQCN dans sa mission et dans son orientation stratégique, alors qu'elle amorce la mise à jour de sa planification stratégique. Le travail devant nous est immense, et pour bien relever les défis l'UQCN doit bien asseoir ses bases financières, mieux que les municipalités semblent le faire (...). Le Gouvernement a annoncé, dans son premier budget de mars dernier, l'abandon d'un programme de financement statutaire pour les organismes environnementaux nationaux, dont l'UQCN, programme qui était en place depuis plus de dix ans sous diverses formes. L'UQCN a été capable d'« absorber » le choc, mais plusieurs groupes au Québec se voient coupés de leur principale source de financement. Le présent *Rapport annuel 2003-2004* vous fournit plusieurs informations sur la situation actuelle, dont les états financiers vérifiés, comportant un très léger déficit de 3 000 \$ après avoir réalisé un surplus au cours de chacune des quatre dernières années; l'UQCN possède maintenant le petit coussin pour les imprévus recommandé par ses vérificateurs.

En complément à son travail en vue d'un financement diversifié et stable, l'UQCN a pu consolider un ensemble d'outils qui permet de croire que les questions de gouvernance au sein de l'organisme sont bien balisées. Elle a pu aussi embaucher un directeur général, M. Jean-Éric Turcotte, pour la première fois depuis 1999, et cela est complété par l'embauche d'un premier coordonnateur aux communications et aux sollicitations de son histoire, M. Michel Béchar. Au cours de la dernière année, les bénévoles ont été, encore une fois, la pierre angulaire du rayonnement de la mission de l'UQCN et ce, en étant bien supportés par des chargés de projets et par une permanence dynamique. Cette permanence nouvellement stable saura, entre autres, structurer et coordonner les bénévoles afin qu'ils

puissent continuer à assurer la pertinence, la crédibilité et la qualité des gestes que pose l'UQCN sur une base quotidienne.

Quant à ses activités sur le terrain et dans les couloirs de décisions, les bases de l'UQCN semblent raisonnablement solides. Suivant le *Plan d'action 2004* les commissions Aires protégées, Agriculture, Biodiversité, Énergie et Foresterie ont été très actives en 2004, ainsi que de multiples autres dossiers. Une deuxième réunion annuelle des responsables des commissions, telle que prévue par le *Plan stratégique 2002-2005*, a permis d'accoucher d'un *Plan d'action 2005*. Notre présent *Rapport annuel 2003-2004* vous fournit le bilan du plan d'action de l'an dernier, et les composantes du plan à adopter pour l'année qui vient. Presque sans exception, les interventions visant à protéger la biodiversité et les écosystèmes, deux des objectifs primordiaux de l'UQCN, nécessitent, en parallèle et en priorité, d'autres interventions visant à réorienter un développement qui ne tient toujours pas compte de l'environnement comme le capital naturel de base qui lui est nécessaire. Si les forêts ne sont pas gérées en assurant leur pérennité et celle des régions qui en dépendent, si les milieux dédiés à la production agricole ne sont pas gérés de façon à assurer la conservation des sols, des écosystèmes riverains et terrestres ainsi que les communautés qui maintiennent le tissu social, si les efforts d'assurer un approvisionnement en énergie ne tiennent pas compte d'une consommation globale définie par les limites de la capacité de fournir du territoire, et de la planète – si notre capital naturel n'est pas maintenu –, les générations montantes risqueront fort de payer un prix dépassant leurs moyens.

Ces constats établissent un contexte : un ensemble d'activités qui nous impressionnent tous par leur envergure, sinon par leurs résultats. Je dois souligner, par contre, l'absence d'une capacité explicite au sein de notre organisme pouvant s'attaquer directement aux enjeux du développement urbain et du développement régional. La très grande majorité des dossiers dans lesquels l'UQCN intervient sont pourtant encadrés par des orientations gouvernementales en ce sens, ou devraient l'être. Il s'agit d'un domaine d'activités où l'UQCN doit maintenant travailler pour mieux établir des assises d'intervention pour l'avenir.

Cette intention provient d'un constat : toutes les variantes de l'aménagement du territoire qui définissent depuis longtemps les cibles de l'UQCN comportent des composantes économiques, dans un sens traditionnel, qui mérite une attention beaucoup plus explicite de la part de notre organisme. Il semble raisonnable de dire que l'environnement est intégré, bien ou mal, dans la plupart de décisions de « développement ». Pour mieux influencer sur ces décisions, l'UQCN doit s'outiller, mettant un accent sur les facteurs qui permettront de mieux déceler les lacunes dans le développement économique, urbain et régional qui constitue la toile de fond du développement de la société. L'UQCN a déjà en place une petite équipe qui va suivre désormais la question des finances publiques, qui à leur tour seront déterminantes pour les prises de décisions touchant les grandes villes et les régions. Celles-ci seront les principaux axes de développement, durables ou non, de la société québécoise dans la prochaine décennie. Plusieurs facteurs portent à croire que les outils économiques – redevances, taxes, programmes d'écoconditionnalité, révisions de la fiscalité, transferts de péréquation, tarifications – seront des éléments clés dans l'effort inévitable de nous ramener à la mesure de nos moyens, véritables et durables.



Harvey Mead
Président

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



À l'heure de présenter les réalisations de l'UQCN à ses membres, dans le cadre de la présente Assemblée générale annuelle, il y a tout lieu de porter une attention particulière au contexte dans lequel se sont inscrites ces réalisations. Cette prise de conscience est nécessaire, afin d'être en mesure de tracer un bilan qui servira à éclairer nos actions futures et à produire encore davantage de réalisations en lien avec notre mission, tout en s'inscrivant dans une perspective d'amélioration continue.

L'UQCN possède en son sein une gamme d'outils intéressants lui permettant de jouer un rôle de premier plan en matière d'environnement au Québec. Certains de ces outils sont voués à se développer davantage garantissant, par le fait même, cette volonté d'amélioration.

Les bénévoles

Comme la plupart des OBNL, l'UQCN fait appel à des ressources bénévoles. En fait, ces ressources constituent, et ce depuis de nombreuses années, le principal outil de réalisation de cette organisation. Bien que l'équipe des permanents, et autres contractuels et stagiaires constituent un élément important dans la mise en œuvre et la réalisation des mandats de l'UQCN, il est nécessaire de souligner, particulièrement aujourd'hui dans le cadre de l'Assemblée des membres, la contribution, plus grande que nature des ressources bénévoles au sein de notre grande organisation.

L'implication des bénévoles prend différentes formes à l'UQCN : les membres du Conseil d'administration, les spécialistes et intervenants de tout horizon composant les commissions, et, enfin, les bénévoles apportant aux permanents du bureau un précieux support technique.

Le Conseil d'administration

Bien sûr, il est impossible de passer sous silence l'implication des membres du CA. En effet, outre la contribution importante des membres du CA visant la bonne marche administrative de l'UQCN, plusieurs des membres du CA s'impliquent directement sur des dossiers de contenu, comme à l'intérieur de mandats stratégiques de l'UQCN tels que les campagnes de levées de fonds, le développement d'un plan de communication, la création d'outils de diffusion et de sensibilisation, etc.

*Des outils et des structures originaux :
les commissions et les fiches ParticipAction*

L'UQCN a développé une approche bien à elle concernant la participation active des bénévoles autant en terme de contribution aux dossiers et à la prise d'orientation concernant ces dossiers qu'en matière de soutien technique. En effet, l'UQCN a mis sur pied des commissions environnementales regroupées autour de six grands thèmes intégrateurs. Il s'agit de : l'Énergie, la Foresterie, les Aires protégées, l'Agriculture, la Biodiversité et, nouvellement structurée, la commission Eau. La tenue de ces commissions sont autant d'occasions de réunir des gens ayant de l'intérêt pour des dossiers ciblés. Les tables, ou commissions, se composent de spécialistes, de généralistes, de représentants de groupes ou de citoyens ayant à cœur l'avancement des dossiers environnementaux au Québec. Tous les participants amènent une contribution personnelle et non négligeable au débat sur l'environnement. C'est donc une façon très concrète et très satisfaisante de s'impliquer dans la cause environnementale.

Les fiches ParticipAction constituent un outil original mis sur pied par l'UQCN et dont le but consiste à pourvoir l'organisme d'une expertise diversifiée en matière d'environnement et de développement durable. En effet, chaque année le personnel de l'UQCN et des membres bénévoles actifs recrutent de nouvelles ressources humaines bénévoles. Les fiches ParticipAction dûment remplies, et maintenant intégrées dans une base de données informatisée, permettent à l'UQCN d'avoir rapidement accès à des spécialistes ou des gens soucieux d'intervenir sur des dossiers ou d'offrir des services à l'organisation. Ces fiches peuvent donc représenter un potentiel énorme d'intervention et d'action pour l'UQCN.

Les bénévoles associés au soutien technique

Il serait tout à fait inapproprié de passer sous silence l'importante contribution des bénévoles attachés au bureau et qui soutiennent le personnel permanent. Ces bénévoles ne constituent pas en soi des spécialistes de l'environnement et ne participent pas non plus aux travaux d'orientation et aux rencontres des commissions, cependant leur travail est vital et nécessaire car il permet de dégager le personnel administratif du bureau de certaines tâches et responsabilités fastidieuses. Leurs tâches correspondent aux envois électroniques, envois postaux, secrétariat et réception téléphonique, revue de presse, etc.

Dans cette optique, j'aimerais créer un précédent cette année, en rendant hommage à une bénévole qui a consacré une part importante de son temps à l'UQCN au cours des trois dernières années, madame Johanne Simard.

Merci !

Outre l'apport tangible de l'ensemble de ces bénévoles, c'est avant tout la source d'inspiration qu'ils procurent qui s'avère être remarquable tant au plan professionnel qu'humain.

Merci à vous tous au nom de la Direction et des employés de l'UQCN !



Jean-Éric Turcotte
Directeur général

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2003-2004

GINETTE BÉLANGER

Organisme RAPPEL (Regroupement des associations pour la protection de l'environnement des lacs et des cours d'eau de l'Estrie et du haut bassin de la Saint-François)

Délaissant une formation en biochimie et biologie, Mme Bélanger s'oriente rapidement vers les communications. Elle travaille pendant plusieurs années à titre de directrice de publicité et marketing pour divers magazines spécialisés français et anglais bien connus, et aussi en tant que responsable de promotions nationales et événements spéciaux, d'abord à Montréal, puis à Toronto et Calgary.

La nature et l'environnement ont toujours fait partie de ses priorités. C'est ainsi que depuis une vingtaine d'années son engagement au sein de groupes environnementaux locaux, régionaux et nationaux tels la Fondation québécoise en environnement, Interaction Pointe-Claire, Calgary Eco-Center et le Rappel lui ont permis de concrétiser plusieurs projets.

L'alimentation saine, l'agriculture biologique et les activités de plein air stimulent ses passions.

MICHEL BÉLANGER

Centre québécois du droit de l'environnement

Michel Bélanger est avocat à la firme Lauzon Bélanger s.e.n.c., spécialisé en recours collectif et en droit de l'environnement. Parmi les recours collectifs dont il a la charge, soulignons celui des sinistrés du Saguenay contre la Stone Consolidated, des riverains du réservoir Témiscamingue contre Travaux publics Canada, des riverains du Lac Heney contre une pisciculture et le MEF, des citoyens de Outremont contre le CP Rail pour des problèmes de pollution par le bruit.

Michel Bélanger combine la double formation de notaire et d'avocat, il a complété une maîtrise en droit public à l'Université de Montréal et un diplôme d'études spécialisées en environnement et aménagement du territoire à l'Université Robert Schuman de Strasbourg (France).

Il enseigne le droit de l'environnement à l'École polytechnique de Montréal. Il a été président et fondateur du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE), où il siège actuellement comme administrateur. Il est vice-président de l'Union québécoise pour la conservation de la nature depuis 1993, exception faite de l'année 1996 où il a siégé à titre de commissaire pour l'audience générique sur la gestion des matières résiduelles. Il est commissaire additionnel au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

CHARLES-ANTOINE DROLET

Représentant des membres individuels

Détenteur d'une maîtrise en Biologie (1965), gestion faunique, Charles-Antoine Drolet a été pendant toute sa carrière à l'emploi du Service canadien de la faune d'Environnement Canada, tout d'abord en tant que responsable d'inventaires biophysiques, pour ensuite être chargé de recherche sur les mammifères en milieu forestier et nordique. Il a été durant plusieurs années délégué fédéral au Comité conjoint chargé de mettre en œuvre les modalités de la Convention de la baie James dans le domaine de la gestion de la faune. Parallèlement, il a été aussi responsable de l'équipe de gestion des oiseaux migrateurs pour la région du Québec incluant la supervision de recherche sur les espèces menacées, la direction d'équipes d'application de la loi et la participation aux comités internationaux de gestion intégrée des oiseaux migrateurs pour la région Atlantique. Ces tâches l'ont conduit à remplir les fonctions de directeur régional du Service canadien de la faune pendant une période de deux ans. Ses principales réalisations incluent la mise en œuvre de recherche sur les oiseaux forestiers, qui ont mené à la publication de l'Atlas des oiseaux nicheurs du Québec, le développement de stratégies de conservation d'espèces menacées au Nigéria, la réhabilitation de populations d'oiseaux marins dans certains refuges de la Basse-Côte-Nord, et la réalisation de projets de gestion conjointe de la faune avec les autochtones du nord du Québec. Il contribue présentement à la réalisation du programme ZICO à l'UQCN et est responsable de la commission Biodiversité. Il est marié, père de trois enfants, grand-père, et à la retraite depuis 1995.

ÉRIC DUCHEMIN

Représentant des membres individuels

Détenteur d'un Ph.D. en sciences de l'environnement (UQAM), Éric Duchemin intervient à titre de consultant pour divers organismes canadiens et internationaux, tel le Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROEE) qu'il a représenté devant la Régie de l'énergie dans le cadre de l'avis sur les petites centrales, l'Environmental Defense Fund, l'Intergouvernemental Panel on Climate Change (IPCC), la Chaire de recherche en environnement de l'UQAM, etc. Éric Duchemin est aussi chargé de cours à l'UQAM pour les cours « Développement en environnement dans les zones frontières : cas du Nord québécois et cas de l'Amazonie brésilienne ».

Parallèlement, en 2000, il a fondé une revue électronique sur les sciences de l'environnement (VertigO – www.unites.uqam.ca/vertigo) Cette revue s'est donné pour mandat de promouvoir la diffusion, au sein de la francophonie, de recherches scientifiques et d'opinions sur les problématiques environnementales. Il en est actuellement le rédacteur en chef et le directeur de publication.

Ses intérêts de recherche et d'analyse sont variés mais, sommairement, portent sur les systèmes énergétiques et les changements climatiques. De plus, depuis quelques années, il s'intéresse aux problématiques entourant la diffusion des connaissances (publication, participations publiques, relations entre les différents intervenants environnementaux).

BERNARD GAUTHIER

Représentant des membres individuels

Bernard Gauthier est professeur agrégé à l'Institut d'économie appliquée à HEC Montréal. À la suite d'un baccalauréat en urbanisme (B.Sc. 1982) et d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal (M.Sc. 1985), M. Gauthier a obtenu un Ph.D. en économie appliquée et sciences de la gestion de l'Université de Pennsylvanie (1989) et a effectué un stage post-doctoral au Center in Political Economy de l'Université Washington à St-Louis.

Professeur depuis 1991 à HEC Montréal, Bernard Gauthier est principalement actif dans le domaine de l'économie du développement et des finances publiques. Il est impliqué dans les questions d'analyse de politiques de développement international, ayant agi depuis 1992 comme consultant universitaire pour différents organismes internationaux, dont l'ACDI, la Banque mondiale et l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale. Ses domaines d'interventions concernent principalement les politiques commerciales et l'efficacité des services publics, en particulier les politiques de santé.

RICHARD GENDRON

Représentant des membres individuels

Richard Gendron est titulaire d'un Baccalauréat en sciences sociales de l'Université Bishop's et d'une maîtrise en sciences humaines des religions de l'Université de Sherbrooke. Depuis août 2002, il enseigne la sociologie à l'École polytechnique de Montréal tout en poursuivant ses études doctorales en anthropologie à l'Université de Montréal.

Vice-président (problématique de la pollution de l'air) de l'UQCN depuis 1999, il est actif au sein du mouvement environnemental depuis 1986. Il a siégé au Conseil d'administration du Réseau québécois des groupes écologistes (1987-1992) et il a travaillé de façon contractuelle, de 1992 à 2000, pour la Société de promotion d'alternatives des Cantons de l'Est (SPACE) et pour l'UQCN. Ses principaux champs d'activités sont : campagnes de sensibilisation du public en matière de pollution atmosphérique; recherche et interventions sur les politiques énergétiques et les changements climatiques.

Richard Gendron a participé aux négociations de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (membre de la délégation du Canada au CNI-10, à Genève, en 1994 et à la COP-6, à Bonn en juillet 2001) et a été membre, de 1993 à 2003, du Comité aviseur sur les questions atmosphériques dans le cadre du processus canadien (NAICC) relevant du Conseil canadien des ministres de l'Environnement et de l'Énergie (CCME/CME) et de divers autres groupes de travail reliés au NAICC ou mis en place spécifiquement pour donner suite à l'Accord de Kyoto.

PATRICIA GOULET

Représentante des membres individuels

Patricia Goulet est titulaire d'une maîtrise en environnement de l'Université de Sherbrooke, de baccalauréats en administration et en biologie. Depuis quelques années, elle agit à titre d'intervenante et consultante en environnement et en agroalimentaire biologique, domaines pour lesquels elle a toujours eu une passion.

Avant d'obtenir ses formations complémentaires, elle a d'abord réalisé des mandats de consultation marketing au niveau industriel et commercial pour des firmes réputées. Par la suite, soucieuse de poursuivre sa carrière dans le domaine de l'environnement, elle a occupé différents postes de gestion et de direction au sein d'entreprises et d'organisations vouées à la protection de l'environnement et favorisant le développement durable. À titre d'exemple, elle a coordonné l'organisme provincial ÉcoSommet, le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie et le projet-pilote d'inspection et entretien des véhicules initié par l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) en collaboration avec le ministère de l'Environnement. Elle s'est impliquée plus récemment dans plusieurs organisations dont Nature-Action Québec, le Centre d'agriculture biologique, la Fondation pour une reconstruction harmonieuse de l'agriculture et le Club Action Billon.

RICHARD JACQUES

Représentant des membres individuels

Gestionnaire généraliste chevronné, Richard Jacques, avant d'offrir ses services comme conseiller en gestion, a acquis une expérience de gestion autant dans des entreprises de services professionnels que dans des institutions financières.

Richard Jacques a été directeur général de Lavery, de Billy, l'un des plus importants cabinets d'avocats au Québec avec plus de 170 professionnels et 350 employés répartis dans 4 bureaux, après avoir occupé un poste semblable à l'Ordre des comptables agréés du Québec, ordre professionnel regroupant plus de 15 000 membres. Auparavant, il avait été vice-président Finances et placements au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, après avoir œuvré plus de 10 ans comme vice-président Finances et trésorerie de Crédit industriel Desjardins.

Depuis mars 2000, il conseille des petites et moyennes entreprises, des cabinets de professionnels et ordres professionnels sur tous les volets de leur gestion : évaluation de la performance, planification stratégique, développement d'indicateurs de performance et de tableaux de bord, développement des affaires, ressources humaines, évaluation, fusions, acquisitions et financement.

Diplômé en administration de l'Université de Sherbrooke, Richard Jacques est comptable agréé et a déjà siégé au Comité de révision des plaintes du Barreau du Québec et au Comité indépendant de révision des investissements de CDP - Capital d'Amérique. Il est administrateur désigné par l'Office des professions du Québec au conseil d'administration de l'Ordre des travailleurs sociaux et est aussi trésorier de l'Union québécoise pour la conservation de la nature.

ALLAIN JOLY

Représentant des membres individuels

Allain Joly est professeur agrégé à l'École des hautes études commerciales de Montréal depuis 1981. Titulaire d'un doctorat en administration des entreprises de la Fondation Getúlio Vargas de São Paulo au Brésil, il se spécialise dans la direction générale, le management international et comparé, les grandes entreprises, les privatisations d'entreprises publiques, les cadres expatriés et les multinationales des pays en émergence.

Il a fait de nombreuses interventions de formation et de consultations diverses tant ici qu'à l'étranger, pour des organismes gouvernementaux et privés.

Ses préoccupations pour les questions environnementales l'ont amené à se questionner sur le milieu ambiant habité. Son approche se fonde sur le pari que si les personnes intègrent une exigence esthétique élevée dans leur propre habitat, ce souci du beau et de l'harmonie pourra constituer un puissant effet de levier social à l'encontre des pratiques de déprédation de notre planète.

MARIANNE KUGLER

Représentant des membres individuels

Marianne Kugler est professeure titulaire au Département d'information et de communication de la Faculté des lettres de l'Université Laval.

Après avoir fait des études en sciences à l'Université Libre de Bruxelles en Belgique et obtenu un doctorat en géomorphologie de l'Université d'Ottawa en 1974, elle a enseigné dans cette université pendant quelques années. Elle a ensuite travaillé en communication et en vulgarisation scientifique pendant près de 20 ans pour devenir à nouveau professeure mais cette fois en communication, et à l'Université Laval, en 1994. Son champ de recherche couvre les relations publiques, la communication scientifique et les stratégies de communication des institutions.

Elle a, depuis de nombreuses années, été impliquée bénévolement dans des organisations qui touchaient aux questions environnementales, par exemple, en occupant différents postes, dont la présidence, au Conseil d'administration du Conseil du loisir scientifique de Québec et au Conseil de développement du loisir scientifique, ainsi qu'au Comité de l'environnement de l'ancienne ville de Sillery où elle réside, et maintenant au sein de celui de l'UQCN.

KIM MARINEAU

Représentante des membres individuels

Kim Marineau est biologiste et détient une maîtrise en Sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal. Elle a acquis depuis 14 ans, une expérience diversifiée en écologie végétale. Mme Marineau est consultante en écologie et botanique depuis 1998. Elle a réalisé et coordonné plusieurs études concernant la végétation et les milieux humides et réalisé des inventaires dans plusieurs régions du Québec. Elle a participé à plusieurs projets concernant la conservation des habitats dans le sud du Québec. Elle siège aussi au conseil d'administration de FloraQuebeca, (organisme québécois de conservation des plantes sauvages). Elle fait partie de la Table d'harmonisation du parc national du Mont-St-Bruno.

HARVEY MEAD

Représentant des membres individuels

Harvey Mead se consacre aux questions environnementales aux niveaux provincial, national et international depuis les trente-cinq dernières années. Il est président-fondateur de l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), dont il a été président pendant la plupart des vingt dernières années. Au cours des années 1980, M. Mead a occupé divers autres postes, y compris ceux de directeur national et de vice-président de la Fédération canadienne de la nature; en 1990-1991, il a occupé le poste de sous-ministre adjoint à la Conservation et au développement durable pour le ministère de l'Environnement au gouvernement du Québec, puis de membre des Tables rondes sur l'environnement et l'économie du Québec (1987-1989) et du Canada (1994-1997). Depuis 1996, il est également président du « Advisory Committee to St. Lawrence Vision 2000 ». De 1992 à 1998, M. Mead a été agent de projet au Honduras pour l'UQCN. Il est présentement membre du Comité consultatif public mixte sur l'Accord de coopération environnementale Canada - Chili. Il a été le premier président (2000-2001) du Fonds d'action québécois pour le développement durable, organisme indépendant doté d'une somme de 45 millions de dollars par le gouvernement du Québec pour financer des projets de développement durable. Depuis quinze ans, M. Mead agit comme conseiller auprès de l'industrie chimique canadienne concernant les questions environnementales; il est actuellement vérificateur externe de l'initiative Gestion responsable. Jusqu'en juin 2000, il a été professeur de philosophie au Cégep Champlain St.-Lawrence.

HELEN MEREDITH

Représentante des membres individuels

Bachelière en Sciences sociales (Ottawa, 1985), Helen Meredith est impliquée depuis ce temps dans le monde communautaire, au début à Québec et par la suite à Montréal. En environnement, l'une de ses préoccupations principales est la gestion des matières résiduelles, et plus particulièrement le gaspillage des ressources.

Au cours des années, elle a travaillé pour différents organismes communautaires assurant la gestion des organismes (Voice of English Quebec et Quebec-Labrador Foundation) ainsi que la gestion de programmes de financement (Fondation de la famille J. W. McConnell et McGill University). En ce moment, elle travaille pour Patrimoine Canada à titre d'agente de programme pour des programmes de subventions destinés aux organismes sans but lucratif. Elle est également bénévole dans plusieurs organismes sans but lucratif qui œuvrent dans les domaines de la conservation, du service social et du patrimoine. Elle est notamment membre des conseils d'administration de Province of Quebec Society for the protection of Birds (PQSPB) et de l'Association québécoise des groupes d'ornithologues.

EMPLOYÉS, CONTRACTUELS ET RESPONSABLES BÉNÉVOLES

AYANT CONTRIBUÉ AU RAYONNEMENT DE L'UQCN EN 2003-2004

Commission Agriculture

Roch Bibeau responsable
Isabelle Breune chargée de projet
Alexandre Archer agent de projet
Maria Isabel agente de projet
Hernandez-Montesinos
Martin Vachon stagiaire
Annick Brouillette stagiaire

Commission Aires protégées

Harvey Mead responsable
Mélanie Desrochers chargée de projet
Claude Fortin chargé de projet

Commission Biodiversité

Ch.-Antoine Drolet responsable
Annie Lebel chargée de projet
Ateliers
Marie-Soleil Laporte chargée de projet
ZICO
Carl Dufour chargé de projet
Caractérisation des pressions périphériques
Hélène Désilets bénévole, dossier
Exploration gazière Saint-Laurent
Dominique Auger stagiaire, dossier
Exploration gazière Saint-Laurent
Jacinthe Caron stagiaire, dossier
Caractérisation des pressions périphériques
Geneviève Faguy stagiaire, dossiers
Aires protégées et Bassins versants
Nadia Laliberté stagiaire

Commission Eau

Ginette Bélanger responsable
Marc Hudon responsable, Antenne St-Laurent
Sylvie Colomb stagiaire
Hélène Désilets bénévole

Commission Énergie et changements climatiques

Richard Gendron responsable
Anna Walstedt bénévole
Alain Ouedraogo stagiaire

Commission Forêt

Louis Bélanger responsable
Claude Fortin chargé de projet
Geneviève Brisson représentante, table
Krüger Côte-Nord

Projet de restauration écologique du bassin versant de la rivière du Cap rouge

André Demers responsable, volet de mise sur pied du conseil de bassin
Mylène D'Aoust responsable, volet étude
Hélène Désilets représentante UQCN
Brigitte Boulianne porteuse de dossier

Programme Aptitudes

Claire Savard chargée de projet
Sébastien Bédard équipe de production

Claude Désy
Marie-Jeanne Disant
Annie Gariépy
Richard Legault
Isabelle Poitras
Anglocom
Louise Desautels
Karen Muir
Ghislain Tanguay
Marie-Claude Chagnon

Administration

Jean-Éric Turcotte coordonnateur des programmes de conservation / directeur général
Brigitte Boulianne coordonnatrice administrative
Richard Jacques responsable, comité de Gestion des finances
Janouk Murdock secrétaire principale
Marie-Claude Chagnon secrétaire technique
Isabelle Harvey secrétaire de soutien
Richard Bédard soutien technique

Communications / sollicitations

Ginette Bélanger responsable
Michel Bécharde coordonnateur aux communications et sollicitations
Marianne Kugler conseillère
Patricia Goulet conseillère
Marie-Claude Chagnon webmestre
Éric Duchemin rédacteur en chef
bénévole *Fr@ncVert*
Sophie Hamel-Dufour rédactrice en chef
Fr@ncVert
Johan Gass stagiaire, *Fr@ncVert*
Johane Simard revue de presse
Daniel Morin revue de presse

Rapport annuel

2003-2004

Rapport d'activités



COMMISSION AGRICULTURE

Chargée de projet : Isabelle Breune

Agente de projet : Maria Isabel Hernandez-Montesinos

*Collaborateurs : Roch Bibeau (président de la commission)
et Harvey Mead (président de l'UQCN)*

La commission Agriculture de l'UQCN a été impliquée dans plusieurs comités et projets au cours de l'année.

Au 31 août 2004, M. Roch Bibeau était toujours responsable de la commission et Mme Isabelle Breune travaillait comme chargée de projet. Mme Maria Isabel Hernandez-Montesinos, agissait à titre d'agente de projet auprès de cette même commission.

Outre la participation à différents comités, que nous identifions plus loin, plusieurs dossiers majeurs ont fait l'objet de nos préoccupations :

1.1 SUIVI DES TRAVAUX SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA PRODUCTION PORCINE

Le 27 octobre, quelques membres de la commission Agriculture ont rencontré des représentants de la Fédération des producteurs de porc pour discuter des enjeux qui entoureraient le développement de la production porcine après la levée du moratoire. Quelques jours plus tard, le gouvernement rendait public le rapport du BAPE et, le 12 novembre 2003, la commission Agriculture élargie tenait une rencontre pour discuter et élaborer une position claire et approfondie quant à celui-ci. En janvier, à la demande de l'AQINAC, une rencontre a eu lieu avec les représentants de cet organisme. En mars, à la suite d'une demande d'analyse du rapport du BAPE formulée par le ministère des Affaires municipales, M. Bibeau, Mme Breune et Mme Hernandez, accompagnés par M. Drolet, ont rencontré des représentants du ministère pour discuter des actions qui pourraient être mises en place pour donner suite au rapport du BAPE. Après étudié le rapport, nous avons organisé, le 1^{er} avril 2004, un atelier de travail axé sur une compréhension pratique des implications du rapport du BAPE. L'atelier, auquel plus de 70 personnes venant d'horizons très divers ont participé, s'est déroulé sous forme de questions regroupées par thèmes, adressées à quatre panélistes reconnus pour leur implication sur le terrain : M. Patrick Beauchesne de la Direction du patrimoine écologique et du développement durable (MENV), M. François Lajoie, directeur général du Groupe d'intervention pour la restauration de la rivière Boyer (GIRB) et 2^e vice-président du Regroupement des organismes de bassin versant du Québec (ROBVQ), Mme France Delisle, aménagiste à la municipalité régionale de comté Yamaska-Nicolet ainsi que M. Marc Trudelle, directeur général de l'Association de gestion des engrais organiques (AGEO).

Le 14 avril 2004, la commission a publié un communiqué sur l'expansion de la production porcine dans la région de Chaudière–Appalaches qui s'est poursuivie malgré le moratoire.

Le 13 mai, le gouvernement annonçait les orientations qui guideraient son Plan d'action destiné à mettre en place les conditions essentielles à la levée du moratoire sur la production porcine dès décembre 2004. Le lendemain, nous avons rencontré la FPPQ pour discuter des orientations présentées. Le 20 mai, un article signé par M. Roch Bibeau, paraissait dans la page « Idée » du journal *Le Devoir* sur les principes de la levée du moratoire dans l'industrie porcine.

Par la suite, nous avons participé à deux rencontres organisées par l'Union paysanne en vue de former une vaste coalition pour encadrer la levée du moratoire. Ces rencontres se sont terminées par un échec, les groupes n'arrivant pas à s'entendre.

En juin, la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale a tenu des auditions publiques sur le projet de loi 54, modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal, notamment en regard de la problématique porcine auxquelles la commission Agriculture de l'UQCN a été invitée. M. Harvey Mead, M. Roch Bibeau et Mme Isabelle Breune ont présenté les avis et recommandations de l'UQCN par rapport au projet de loi n° 54. La commission poursuivra ses travaux sur le projet de loi 54 en octobre 2004. Aussi, dans le but de relancer le débat et d'encourager la mise en œuvre d'un processus d'encadrement de la levée du moratoire, le dernier Bulletin de liaison de la commission Agriculture a été consacré exclusivement à la levée du moratoire dans l'industrie porcine. Enfin, la commission Agriculture a organisé une rencontre qui a eu lieu le 23 septembre dernier et qui a rassemblé des groupes avec des intérêts divers dans le but de trouver un terrain d'entente qui permette de réagir ensemble aux propositions du gouvernement.

1.2 PARTICIPATION AU COMITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ÉCOCONDITIONNALITÉ DANS L'ADMINISTRATION DES FONDS PUBLICS DESTINÉS AU SECTEUR AGRICOLE AU QUÉBEC

M. Roch Bibeau et Mme Isabelle Breune ont représenté l'UQCN au comité de travail sur l'écoconditionnalité qui s'est réuni à trois reprises durant l'année. Au terme des travaux effectués par ce comité, un rapport a été remis à M. Jules Brière, président du groupe de travail « Un environnement à valoriser ». Malgré la tentative d'y intégrer les points de vue des différents participants, le rapport n'a pas fait consensus.

1.3 RÉALISATION D'UN INVENTAIRE ET D'UNE ANALYSE DES OUTILS DISPONIBLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE STRATÉGIES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE AGRICOLE

Dans le cadre d'un contrat établi avec le MENV et le MAPAQ, nous avons réalisé un recueil des outils d'aménagement du territoire agricole. Pour chaque outil répertorié, nous avons réalisé une fiche descriptive. Les outils ont été classés suivant leur utilité quant à la caractérisation écologique du territoire, à la réalisation d'un portrait agricole, ou encore quant à leur capacité à permettre d'effectuer un suivi des impacts environnementaux. Une grande panoplie d'outils très divers (bases de données, systèmes d'information, modèles, logiciels,

études spécialisés, outils juridiques, programmes gouvernementaux, etc.) a été recensée et analysée. Le rapport préliminaire a été envoyé au MENV et au MAPAQ en avril 2004. Le rapport final a été remis au début du mois d'octobre.

1.4 PROJET SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE AGRICOLE DANS LE CONTEXTE DE LA GESTION PAR BASSIN VERSANT

Ce projet, qui a débuté en avril 2004, a comme principal objectif de comprendre la portée des changements qui seront réellement requis en matière d'aménagement du territoire agricole au niveau du bassin versant, et ses impacts réels sur les pratiques et les entreprises agricoles. Une première étape de documentation de 16 bassins versants québécois à prédominance agricole a été réalisée par Mme Hernandez.

Mme Annick Brouillette a été engagée pour une période de 10 semaines dans le cadre du programme DRHC (Emploi Carrière Été) pour documenter les outils de gestion territoriaux et réglementaires existants au niveau des MRC.

Depuis le mois d'octobre la commission Agriculture compte sur l'aide de Mme Geneviève Faguy, aménagiste, pour collaborer aux travaux relatifs à ce projet.

Des rencontres avec des représentants de comités de bassins sont prévues pour l'automne 2004.

1.5 DEMANDE DE PROJET POUR LA PROCHAINE ANNÉE

La commission Agriculture a déposé une demande de projet auprès du MENV et du MAPAQ. L'objectif du projet est d'examiner l'intérêt de la rotation des cultures comme élément clé dans la stratégie agro-environnementale québécoise. Les deux ministères semblent fort intéressés par ce projet, un nouveau contrat devrait être signé dans le courant de l'automne.

1.6 PARTICIPATION À DIFFÉRENTS COMITÉS

1.6.1 Groupe de travail « Un environnement à valoriser »

L'UQCN a participé à la dernière rencontre du groupe en novembre 2003. Elle sera également présente à la rencontre prévue, un an plus tard, en novembre 2004.

1.6.2 Comité multipartite du plan agro-environnemental de la Fédération des producteurs de porcs du Québec

Le dossier est en attente du Plan d'action gouvernemental à la suite des recommandations du rapport du BAPE. Mme Isabelle Breune a participé à l'AGA de la FPPQ, et deux rencontres ont eu lieu entre les deux organismes.

1.6.3 *Conseil d'administration de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA)*

L'IRDA est une corporation de recherche à but non lucratif constituée depuis mars 1998 à l'initiative du MAPAQ en collaboration avec l'UPA, le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MRST) et le MENV.

La mission de l'IRDA est de fournir à ses membres les connaissances et les technologies nécessaires à la protection de l'environnement et à la mise en valeur des systèmes agroalimentaires. L'Institut a également comme préoccupation la compétitivité et la rentabilité des entreprises puisqu'il réalise de la recherche et du développement (R-D) pour le plus grand bénéfice des intervenants du domaine agroalimentaire, des producteurs agricoles et de la collectivité.

L'UQCN est le seul organisme environnemental à être invité à siéger sur le conseil d'administration qui se réunit huit fois par année.

1.6.4 *Participation aux travaux du Canadian Standard Association (CSA)*

La commission Agriculture a été amenée à se prononcer sur les cahiers de normes réalisés par le CSA quant à un système de gestion environnementale pour les exploitations porcines. La commission n'a pas approuvé cette norme pour deux raisons majeures. Tout d'abord, bien que le système de gestion environnemental pour les exploitations porcines ait été présenté non seulement comme un système de gestion mais aussi comme un système qui contrôle les résultats, il ne comprenait aucune exigence quant à un critère objectif de performance, et ce sont les entreprises qui auraient déterminé elles-mêmes leurs indicateurs de performance. De plus la protection des boisés et des milieux humides est apparue insuffisante.

1.7 REPRÉSENTATION DE L'UQCN DANS LE CADRE DE DIFFÉRENTS ÉVÉNEMENTS

1.7.1 *Rencontre avec les attachés politiques du nouveau gouvernement*

Le 2 septembre 2003, M. Roch Bibeau, Mme Isabelle Breune et M. Harvey Mead ont rencontré les attachés politiques de M. Mulcair, ministre de l'Environnement et de Mme Gauthier, ministre de l'Agriculture afin de discuter des orientations que le nouveau gouvernement entendait prendre en matière d'agroenvironnement.

1.7.2 *Forum FQM : le développement durable de la production porcine au Québec, rêve ou réalité ?*

Le 3 octobre 2003, M. Roch Bibeau a représenté la commission Agriculture à l'occasion d'un Forum sur le développement durable de la production porcine qui se tenait dans le cadre du Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités.

1.7.3 *Conférence annuelle en santé publique 2003 sur le thème de la ruralité et de la santé publique*

Le 2 décembre 2003, Mme Isabelle Breune a participé à un atelier intitulé « Quand l'eau ne coule plus de source. La qualité de l'eau en milieu rural : état des connaissances et enjeux » qui se déroulait dans le cadre de la conférence annuelle de l'Association pour la santé publique du Québec.

1.7.4 *Rencontre organisée par la Ville de Longueuil sur son règlement sur les pesticides*

À la demande de la Ville de Longueuil, le 17 septembre 2003, Mme Isabelle Breune a participé, à titre d'observatrice, à une rencontre sur le règlement encadrant la gestion des pesticides en milieu agricole sur le territoire de la ville de Longueuil.

1.7.5 *Rencontre du comité pesticides de l'OAQ*

Le 14 mai 2004, Mme Isabelle Breune a participé à une rencontre d'un comité *ad hoc* sur les pesticides en vue de permettre à l'Ordre des agronomes de se préparer pour une consultation sur les pesticides que devait tenir le Gouvernement.

1.7.6 *Coalition pour la protection du territoire agricole*

À la suite d'une demande de l'UPA, et après avoir consulté les membres de la commission Agriculture, l'UQCN a accepté de participer à une Coalition visant à protéger le territoire agricole.

1.7.8 *Appui à la Coalition GO5*

Après avoir consulté les membres de la commission Agriculture, l'UQCN s'est prononcée en faveur d'une adhésion de l'UQCN à la coalition d'appui à la gestion de l'offre.

1.8 DOCUMENTS PRODUITS AU COURS DE L'ANNÉE

Bibeau, Roch : « La stratégie agro-environnementale québécoise - Un glissement vers le droit de produire sans réserve. L'État a des responsabilités, les agriculteurs aussi... ». Paru dans le journal *Le Devoir*, édition du jeudi 4 septembre 2003.

Bibeau, Roch : « Plus de tensions sur la question porcine. Les principes de la levée du moratoire porcin sont louables, mais les conditions de sa mise en oeuvre sont viciées ». Paru dans le journal *Le Devoir*, édition du jeudi 20 mai 2004.

http://ecoroute.uqcn.qc.ca/group/uqcn/org/doc/comm/Agriculture/ART2004-05-17_RBibeau.pdf

Bibeau, Roch et Breune, Isabelle : « Le contrôle des activités agricoles en zone agricole : qui fait quoi et comment ? ». Document produit en vue de l'atelier de travail organisé le 1^{er} avril 2004.

Bibeau, Roch et Breune, Isabelle : « Malgré le moratoire l'intensification de la production porcine se poursuit dans les régions dites en surplus de lisiers ». Communiqué et revue de presse envoyés aux journaux en avril 2004.

« Silence du gouvernement sur le rapport du BAPE sur la production porcine : L'UQCN demande plus de transparence! » Communiqué envoyé aux journaux le 23 février 2004.
http://ecoroute.uqcn.qc.ca/group/uqcn/org/doc/comm/Agriculture/CO04-02-22_BAPE_silence.pdf

« Rapport du BAPE sur la production porcine : Le ministre doit le rendre public maintenant » Communiqué envoyé aux journaux le 23 octobre 2003.



Cinq *Bulletins de liaison* de la commission Agriculture ont été produits au cours de l'année. Les deux derniers ont fait l'objet d'un envoi massif auprès de plus de 300 personnes ou groupes susceptibles d'être intéressés par les dossiers agro-environnementaux.

Vol. 1 no 6 - Février 2004

http://ecoroute.uqcn.qc.ca/group/uqcn/agriculture/Bulletin/BulletinAgri_vol1_n6.pdf

Vol. 1 no 7 - Août 2004 - Un portrait MRC par MRC : les points chauds de la levée du moratoire sur la production porcine

http://ecoroute.uqcn.qc.ca/group/uqcn/agriculture/Bulletin/BulletinAgri_vol1_n7.pdf

1.9 PROJET DE RESTAURATION ÉCOLOGIQUE DU BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE DU CAP ROUGE

L'assemblée générale de fondation du Conseil de bassin de la rivière du Cap Rouge (CBRCR) a eu lieu le 3 décembre 2003. Dix administrateurs ont été élus à cette occasion pour faire partie du conseil d'administration, dont Mme Hélène Desilets, bénévole à l'UQCN, mandatée pour assurer la continuité de l'implication de l'UQCN dans les activités du CBRCR. Des représentants des différents ministères provinciaux concernés et de la Ville de Québec siègent également sur le CBRCR.

Le conseil d'administration s'est réuni quatre fois en 2004, réussissant à définir ses modalités de fonctionnement, son *Plan d'action 2004-2005*, et à mettre sur pied les différents comités qui œuvreront à sa réalisation, soit : Comité de communications, Comité du Plan directeur de l'eau et Comité pour la réalisation d'un « projet pilote » en milieu agricole. Ce dernier projet découlant directement d'une étude commandée par l'UQCN et le Comité pour la rivière du Cap Rouge dans le cadre d'une subvention du FAQDD, c'est Mme Desilets, de l'UQCN, qui a été proposée pour animer ce sous-comité.

La commission Aires protégées, présidée par Harvey Mead, vise à établir un réseau d'aires protégées représentatives de la biodiversité québécoise, tout en assurant la pérennité des aires protégées existantes. Le défi est de concilier les intérêts des différents utilisateurs du milieu, dont l'industrie forestière et les travailleurs, avec les engagements pris par le gouvernement dans le cadre de la Stratégie québécoise sur les aires protégées (SQAP). Voici un bref aperçu des réalisations de la commission Aires protégées, du 1^{er} septembre 2003 au 31 août 2004.

2.1 CAMPAGNE « AUX ARBRES CITOYENS ! »

L'initiative *Aux arbres citoyens!*, qui vise à faire appliquer dès maintenant de **bonnes pratiques forestières** et à établir un **véritable réseau d'aires protégées** au Québec, est maintenant bien ancrée dans le milieu populaire. Les actions réalisées par le Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada), le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP) et l'UQCN concrétisent le rôle de premier plan qu'a atteint la campagne en terme de conservation de la forêt boréale. Avec plus de 20 000 visiteurs par mois sur le site Internet, *Aux arbres citoyens!* fait sa marque (www.auxarbrescitoyens.com)



En plus des réunions de concertation, une grande campagne médiatique a été lancée le 10 juin 2004. Intitulée « La crise du logement, c'est aussi en forêt... », cette campagne vise à sensibiliser le public urbain à la protection de la forêt boréale. Un tabloïd d'information a été distribué à 50 000 exemplaires, à l'intérieur de la revue *Voir* et une campagne de distribution dans les villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Gatineau et Sherbrooke. De plus, une affiche a été diffusée par l'entreprise *Zoom Média* et par les réseaux culturels.

Aussi, des rencontres ont eu lieu entre les hauts fonctionnaires responsables de la SQAP et les membres des quatre groupes. Le partenariat avec le Conseil régional de l'environnement et du développement durable du Saguenay-Lac-Saint-Jean est toujours en cours, ainsi que les relations

avec le Conseil régional de l'Environnement de la Côte-Nord. Ces deux groupes diffusent les messages de la campagne nationale dans leur région respective.

Un atelier d'information sur la SQAP a été tenu pour les utilisateurs du territoire, mieux connus sous la rubrique « Groupe Faune ». Les quatre groupes, le MENV, la FAPAQ et les utilisateurs ont échangé sur leurs préoccupations en terme de gestion du territoire et aires protégées. Un suivi se fera avec les participants.

Dans le cadre de la commission Coulombe sur l'avenir des forêts du Québec, les quatre groupes ont produit une plate-forme commune qui regroupait les demandes écologiques pour une saine gestion de la forêt. Celle-ci a été diffusée à travers les réseaux et a servi de guide de rédaction pour plusieurs groupes environnementaux. Le 3 mai, un dîner-causerie a été organisé pour les journalistes afin de les sensibiliser à l'importance des enjeux de la commission Coulombe. MM. Richard Desjardins, Henri Jacob, Luc Bouthillier, Louis Bélanger et Mme Gaétane Boisseau ont présenté la position des quatre groupes. De plus, plusieurs communiqués ont été publiés en lien avec les actions de la commission Coulombe.

Du côté de la SQAP, seulement 2 024 km² de territoires ont été ajoutés depuis mars 2003 par le Gouvernement, malgré l'engagement pris par ce même Gouvernement de protéger 8 % du Québec d'ici à 2005. Ceci a été dénoncé publiquement par un communiqué conjoint des quatre groupes. De plus, les mêmes groupes ont dénoncé le statut d'aire protégée attribué à l'entièreté de l'île d'Anticosti, où des aménagements forestiers ont pourtant lieu. L'UQCN a aussi suivi les activités du BAPE sur les aires protégées, plus particulièrement dans le dossier de l'Ashuapmushuan. Le mémoire peut être consulté sur le site Internet de l'UQCN (http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Aires_protegees/ME04-08_Ashuapmushuan.pdf).

Rappelons que selon les groupes associés à la campagne « *Aux arbres citoyens !* », seulement 3 % du Québec est aujourd'hui protégé contre l'exploitation industrielle.

2.2 AUTRES AIRES PROTÉGÉES

L'UQCN a poursuivi ses actions pour la protection du bassin versant de la rivière Dumoine (à la frontière du Témiscamingue et de l'Outaouais). Le comité Dumoine (plus de vingt groupes partenaires) a remis une proposition d'aire protégée au MENV en août 2004. Des actions seront ensuite entreprises pour sensibiliser la population à la protection de ce site unique. http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Aires_protegees/Proposition_Dumoine_2004-08.pdf

2.3 FAUNE ET PARCS

La commission Aires protégées a participé aux réunions du comité de rétablissement du caribou forestier au Québec. À la suite de notre demande, le MENV a été invité et fait maintenant partie du groupe. Les pressions sont effectuées pour que les aires protégées fassent partie intégrante du plan de rétablissement, ce qui ne semble pas être le cas présentement.

De plus, l'UQCN entrevoit la possibilité de réunir plusieurs groupes de conservation pour faire le suivi de l'état des parcs actuels. Des dossiers chauds surviennent qui mettent en péril l'intégrité écologique des parcs, tels que l'échange de terrain au Parc du Mont Orford (http://www.uqcn.qc.ca/opinion_orford.PDF), l'exploitation minière au Parc d'Oka, la présence des motoneiges au Parc du Mont Tremblant et au Parc des Monts Valin, etc.

2.4 AUTOCHTONES ET FORÊTS

La chargée de projet a participé au Colloque « Les Premières Nations et les mesures d'harmonisation en milieu forestier », tenu à Essipit en mars 2004. Des contacts ont été établis avec l'organisme organisateur, soit l'Institut du développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) et différentes Nations.

Une rencontre d'information s'est déroulée entre la chargée de projet et trois représentants de la Nation Attikamekw (La Tuque). Ils désiraient en savoir davantage sur la SQAP et son calendrier, les aires protégées au Québec, ainsi que sur les processus de désignation de territoires.

2.5 AUTRES ACTIONS

La chargée de projet a organisé l'implication de l'UQCN pour l'événement médiatique entourant l'ouverture de la boutique Mountain Equipment Co-op (MEC) à Québec. Le 11 mai, les employés de l'UQCN à bord de 7 embarcations ont descendu la rivière Saint-Charles en compagnie de quatre employés de MEC partis de Montréal en kayak. La naissance de ce partenariat permettra un plus grand échange entre les deux organisations.

L'UQCN a organisé un atelier de formation pour les groupes régionaux siégeant sur les tables de certification forestière. Gaétane Boisseau (WWF-Canada), Louis Bélanger (UQCN - Université Laval) et Luc Bouthillier (Université Laval) en étaient les conférenciers. Cet atelier a permis aux participants d'échanger des expériences et des stratégies, tout en assimilant plus de connaissances sur le sujet.

De plus, la chargée de projet a assisté à de nombreuses conférences et rencontres : Conférence sur la Loi fédérale sur les espèces en péril, Conférence au Centre de foresterie des Laurentides sur l'industrie forestière canadienne, Forum sur le suivi de la diversité biologique au Saguenay-Lac-Saint-Jean, Forum sur la recherche forestière au Québec, etc.

Un réseau de défenseurs de l'environnement
qui veille chaque jour à la protection de nos richesses.



Responsable : Charles-Antoine Drolet

Pour 2004, les réalisations de la commission Biodiversité continuent de s'appuyer tout d'abord sur la poursuite de la réalisation de projets pris en charge par des contractuels de l'UQCN, soit les projets des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO), les Ateliers de conservation de la nature, le projet PAPE portant sur la gestion des zones périphériques des aires protégées et le projet EJLB d'inventaire écosystémique de certaines aires protégées.

Ces projets contribuent à assurer le rayonnement de l'UQCN dans la société québécoise, auprès des membres et auprès de organismes gouvernementaux impliqués dans la conservation, tout en soutenant les efforts de la commission pour l'atteinte de ses objectifs stratégiques. Vous trouverez ci-après les rapports détaillés des réalisations de ces programmes.

La commission Biodiversité a par ailleurs continué d'intervenir dans de multiples dossiers au cours de l'année 2004. Ces interventions visent à prévenir ou à réduire le morcellement et les pertes d'habitats fauniques ainsi que la perte de biodiversité dus à l'influence néfaste de facteurs associés à la gestion du territoire québécois, à l'exploitation non durable des ressources en milieu terrestre ou marin et au développement ou aux projets industriels à grande échelle. Par ailleurs, l'absence d'action soutenue à l'égard des espèces menacées et de la protection de leur habitat et l'introduction accidentelle ou voulue d'espèces génétiquement modifiées ou non continuent de préoccuper la commission et cette préoccupation se reflète dans son plan stratégique.

Devant ces menaces et ce constat, les actions de la commission ont été modestes, mais se sont quand même poursuivies dans plusieurs domaines.

- Soutien à l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies pour l'implication de l'UQCN dans le suivi du programme d'exploration gazière, et particulièrement une collaboration à la préparation d'un mémoire présenté aux audiences publiques du BAPE tenues sur ce programme.
http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Eau/ME03-12-08_Impacts.pdf
http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Eau/ME04-05-18_explo_gaz_St-Laurent.pdf
- Soutien ponctuel à la commission Agriculture dans le cadre des retombées du BAPE sur la production porcine, avec emphase sur la perte de boisés associée à l'expansion de cette industrie au Québec.

- Collaboration à la production et présentation d'un mémoire aux audiences du BAPE sur le projet d'extension de l'autoroute du Vallon. L'UQCN y faisait valoir des arguments liés aux conséquences sur le parc automobile de l'addition de kilomètres d'autoroute et aux impacts de la destruction partielle d'une forêt urbaine(http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Biodiversite/ME04-05-28_Autoroute_du_Vallon.pdf)



- Préparation d'un mémoire pour les audiences du BAPE sur l'aménagement d'une troisième centrale sur la rivière Péribonka où l'UQCN défendait le principe d'une perturbation maximum qui devrait être infligée à un écosystème fluvial donné. http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Energie_climat/ME031017_Peribonka.pdf
- Contribution à l'élaboration du contenu d'une étude d'impact pour l'Institut national de la Santé publique du Québec sur les arrosages aériens liés au contrôle des moustiques vecteurs du virus du Nil, tout en faisant valoir auprès de cet organisme, pour en arriver aux mêmes fins, notre préférence pour l'utilisation du Bti pour le contrôle (très sélectif) des larves de moustiques en milieux aqueux.
- Maintien du lien avec Environnement Canada pour l'implication de l'UQCN dans le Comité de gestion de l'Oie des neiges (comité avisé au SCF) où nous avons continué à défendre l'option adoptée l'an dernier à l'effet d'interrompre la chasse printanière pour plutôt explorer les moyens d'intégrer cette population dans le milieu agricole par une approche innovatrice de gestion du territoire. L'impact du broutage sur le milieu de reproduction nordique, qualifié de léger, ne peut constituer un argument pour soutenir la législation actuelle adoptée avec un objectif de conservation.
- Pikauba : envoi d'une lettre au ministre de l'Environnement l'enjoignant de ne pas construire de réservoir de retenue sur la rivière Pikauba comme lui suggère le rapport du BAPE sur les audiences publiques sur le projet de stabilisation des rives du lac Kénogami.
- Développement d'une stratégie d'interventions pour la conservation des milieux humides particulièrement en milieu urbain, en concertation avec les groupes environnementaux de la région de Montréal impliqués dans ce dossier.

Des projets ont également été mis en œuvre, et sont présentés aux pages suivantes.

3.1 PROJET D'INVENTAIRE ÉCOSYSTÉMIQUE

Chargés de projet et responsables : Carl Dufour, Claude Fortin et Jean-Éric Turcotte

Au cours de l'été 2004, l'UQCN a poursuivi, à la suite de l'exercice de planification, l'inventaire de terrain exhaustif dans le cadre du projet de *Caractérisation, sur une période de 70 ans, de l'intégrité écologique du Parc national de la Jacques-Cartier et de ses zones périphériques suite à la réalisation d'activités d'aménagement forestier*. L'UQCN a obtenu le financement de la Fondation EJLB pour la réalisation de ce projet.

Le présent projet vise l'étude et la caractérisation des gradients des différents paramètres écologiques (indices de biodiversité, indice floristique, indice faunique, etc.) pour définir précisément la biodiversité existant entre deux zones interreliées mais distinctes de par leur vocation, soit :

- l'aire protégée du parc national de la Jacques-Cartier (PNJC), un territoire en forêt publique caractérisé par l'absence de travaux forestiers, zone de conservation;
- la réserve faunique des Laurentides (RFL), un territoire en forêt publique caractérisé par une gestion forestière classique avec exploitation forestière à grande échelle.

À partir de ces résultats, un modèle d'intervention pour minimiser les impacts des travaux forestiers en zone périphérique sera élaboré. Afin de définir les modalités d'application de ce modèle de zone tampon, une analyse rigoureuse de la variation du gradient de biodiversité a été réalisée, à la suite d'un inventaire écosystémique des deux zones identifiées et étudiées (PNJC et RFL). Cette étude a permis de valider la nécessité d'instaurer une zone de transition progressive et dynamique, ou zone tampon, entre l'aire protégée et ses zones périphériques, ainsi que d'observer les pressions exercées sur la biodiversité intrinsèque du parc quant aux types de gestion et d'utilisation des ressources naturelles en zones périphériques, particulièrement en relation aux travaux forestiers. De plus, nous pourrions définir comment il serait possible de combiner les affectations et utilisations du sol dans les zones limitrophes (exploitation forestière durable, classique, agriculture, développement urbain et autres) avec l'idée continue du maintien de la biodiversité de l'aire protégée du PNJC. Le modèle ainsi développé sera proactif, participatif, innovateur, transférable, et adaptable spatialement, dans la mesure où il permet aux entrepreneurs forestiers et aux gens de Parcs Québec, de la Société des établissements du Québec (SÉPAQ) et du ministère des Ressources naturelles et de la Faune et des Parcs du Québec (MRNFP), entre autres, d'intervenir dans la planification et l'utilisation des zones périphériques à une aire protégée. Le modèle permettra ainsi de prévenir la diminution de la biodiversité intrinsèque et unique des territoires protégés, visant à maximiser le potentiel réel de conservation joué par les aires protégées au Québec.

Dans le cadre de ce projet, des ententes complémentaires ont été signées avec l'Association forestière du Québec métropolitain (AFQM), la Fondation de la Faune du Québec (FFQ) et le Cégep de Sainte-Foy, afin de parvenir davantage à l'atteinte des résultats en impliquant des ressources humaines additionnelles et multivariées, soit des techniciennes de la faune et de la flore formées en planification et réalisation d'inventaires écologiques, et en traitement et analyse de données scientifiques. Le rapport final sera déposé auprès des bailleurs de fonds d'ici la fin novembre 2004.

3.2 PROJET « CARACTÉRISATION DES PRESSIONS PÉRIPHÉRIQUES EXERCÉES SUR LES AIRES PROTÉGÉES DU QUÉBEC »

Chargé de projet : Carl Dufour

Étude de l'importance et des impacts des pressions périphériques sur le maintien de l'intégrité écologique des aires protégées au Québec.

3.2.1 Résumé

Le *premier objectif* est d'évaluer les capacités réelles de préservation des aires protégées au Québec, et d'étudier plus spécifiquement l'influence des zones périphériques face à la conservation de l'intégrité écologique. Il s'agit de définir et d'analyser à l'intérieur de quelques aires protégées prédéterminées au Québec (variant de cinq à dix), les divers impacts qu'entraînent les pressions périphériques sur les performances de conservation des éléments de la biodiversité constituant les aires protégées visées.

Le résultat attendu consiste à développer un modèle caractérisant les impacts possibles des pressions périphériques sur les aires protégées. Ce qui permettra de mieux caractériser et protéger le « *pouvoir de conservation* » d'une aire protégée au Québec en vue du maintien de la biodiversité à l'intérieur de ses limites.

Actuellement, aucun indice ne permet de rendre compte d'un nombre d'écosystèmes efficacement protégés, ni de l'état réel des milieux naturels au Québec¹. C'est en partie pour tenter de répondre à cette lacune que le présent projet a été élaboré et sera réalisé.

Le *sous-objectif 1A* est de reconnaître et d'analyser les « potentiels de préservation » qu'offrent les bandes riveraines de une ou deux grandes rivières, interreliant ou intégrant le territoire d'aires protégées du Québec (incluant leurs zones limitrophes). Il est facile de croire qu'à diverses occasions, les bandes riveraines, particulièrement dans les milieux forestiers fragmentés (dans le sud du Québec), peuvent représenter d'importants « corridors forestiers » et servir au maintien primordial de zones de déplacement, de dispersion et d'habitats à diverses espèces fauniques et floristiques, bref de liens et d'échanges écologiques entre divers milieux naturels.

Le *second objectif* vise à appuyer et à consolider le suivi des démarches reliées à une ou deux tables d'harmonisation de parcs québécois déjà ciblés au Québec, partageant expertises et idées sur l'analyse des problèmes existants (type de gestion à l'intérieur et à l'extérieur des limites de l'aire protégée, d'activités dans les zones périphériques, etc.) et des alternatives envisageables pour permettre l'atteinte de la mission de conservation.

L'objectif sera axé sur une à deux aires protégées déjà sélectionnées et analysées aux étapes antérieures du processus, aires souffrant de problèmes liés à l'intégration régionale (conflits de gestion et d'affectation des sols des zones périphériques par rapport aux objectifs des aires protégées). Ces problèmes viennent compromettre l'intégrité écologique des aires protégées ciblées. Par exemple, le tout pourrait être représenté par une gestion de zones protégées et périphériques qui soit dépourvue d'une vision commune quant à la conservation des milieux, une affectation des sols en zones périphériques (agriculture, exploitation forestière, territoire de chasse, etc.)

¹ Ministère de l'Environnement, 1999. *Aires protégées au Québec - Contexte, constats et enjeux pour l'avenir*.

qui ne soit pas harmonisée avec la protection des écosystèmes, etc. Dans ces cas, nous pourrions appuyer, par la participation d'un responsable de l'équipe de l'UQCN pilotant le dossier actuel du PAPE, la table d'harmonisation du parc national québécois ciblé.

« La table d'harmonisation » s'inspirera des démarches organisationnelles qui sont en cours dans les parcs nationaux du Québec. Le gouvernement du Québec définit le processus d'une table d'harmonisation d'un parc québécois, comme une zone d'échanges, où se développe entre les intervenants une véritable synergie qui favorise la complémentarité et l'harmonisation des actions réalisées à l'intérieur et au pourtour de l'aire protégée étudiée².

3.2.2 *Durée du projet*

Le projet a été initié le 14 avril 2003 et se poursuivra jusqu'à la fin mars 2005.

3.2.3 *Échéancier : étapes réalisées du 31 août 2003 au 31 août 2004*

- Réalisation de l'étape 2³ (septembre 2003 - août 2004) : **acquisition de connaissances et synthèse**. Rédaction du rapport d'étape du projet - remis le 17 décembre 2003 (septembre 2003 - mars 2004)
 - A. Pour chacune des aires protégées retenues, récolte et étude approfondie des sources d'informations disponibles sur la caractérisation de ces milieux et de leurs zones avoisinantes (février - mars 2004).
 - B. Consolidation et précision de l'approche méthodologique, la planification stratégique pour le point précédent (mars - avril 2004).
 - C. Élaboration et présentation des problématiques spécifiques étudiées (mai - août 2004).
 - D. Synthèse de l'information scientifique recueillie pour établir un portrait général des pressions périphériques étudiées pour chaque aire protégée - précision documentaire des problématiques retenues (février - juin 2004)
 - E. Préparation du questionnaire-type (janvier - avril 2004).
 - F. Entrevues à réaliser avec les gestionnaires des aires protégées étudiées.
- Réalisation de l'étape 3 (mai - août 2004) : **analyse des connaissances** (janvier - août 2004)
 - A. Intégration et appui aux démarches consultatives de deux tables d'harmonisation (*le parc de la Jacques-Cartier et le parc du Mont Orford*) (mai - août 2004).
 - B. Présentation du projet et remise du questionnaire-type aux 5 autres aires protégées étudiées (par l'intermédiaire des tables d'harmonisation si existante). Remplir le questionnaire format papier et synthèse des réponses obtenues (initié en août 2004 et en continuité).
 - C. Réalisation de 2 tables de discussion élargies pour les 2 parcs témoins, parc national de la Jacques-Cartier et parc national du Mont-Orford à la suite du travail des groupes FOCUS, et synthèse des commentaires ressortis (initié en juin 2004 et en continuité).

² Gouvernement du Québec – Société de la faune et des parcs du Québec. 2002. *La Politique sur les parcs : les activités et les services*, Québec, Direction de la planification des parcs.

³ Étape 1 du projet réalisé (d'avril à août 2003) - La sélection de cinq à dix aires protégées au Québec en association avec leurs zones limitrophes sur lesquelles nous avons axé la présente étude.

- D. Définition et reconnaissance des principales forces et faiblesses des capacités de préservation réelles qu'offrent chacune des aires protégées étudiées et identification en conséquence, des éléments correctifs à proposer pour le maintien de la biodiversité des zones ciblées.

3.2.4 *À venir (septembre 2004 - mars 2005)*

- Réalisation de l'étape 4 : solutions et alternatives proposées
 - A. Validation et mise en place (par concertation) des mesures correctives ciblées par l'intermédiaire de propositions réglementaires.
 - B. Suivi de la démarche consultative dans le cadre de l'assistance aux tables d'harmonisation des aires protégées ciblées.
 - C. Rédaction du rapport final pour l'équipe du PAPE du ministère de l'Environnement du Québec.
- Réalisation de l'étape 5 (octobre 2004 à mars 2005)
 - A. Analyse, interprétation et rédaction sur l'étude des principaux constats au fait du suivi des activités des tables d'harmonisation des aires protégées ciblées quant au processus de l'intégration régionale.

3.2.5 *Résultats anticipés*

Les résultats du projet PAPE-UQCN seront constitués d'un ensemble de recommandations permettant d'assurer le maintien ou l'enrichissement de la biodiversité des grands écosystèmes partiellement représentés par les aires protégées du Québec, via des mesures portant sur les activités dans leurs zones limitrophes qui permettront une meilleure contribution de cet ensemble de territoires aux objectifs de conservation de la biodiversité.

3.2.6 *Clientèle visée*

La clientèle ciblée est constituée des ministères et services gouvernementaux responsables de la gestion des aires protégées du Québec, des compagnies forestières et immobilières, les producteurs agricoles et autres qui exploitent les ressources dans les zones limitrophes des aires protégées identifiées. Une deuxième clientèle plus spécifique sont les membres des tables d'harmonisation des parcs du Québec dont le mandat est de réaliser l'intégration des parcs dans le développement régional. La clientèle visée ultimement est la population du Québec, pour qui la conservation de la biodiversité constitue un objectif prioritaire.

3.2.7 *Garantie de réalisation*

La réputation et la crédibilité de l'UQCN dans le domaine de la conservation de la biodiversité ne sont plus à faire. L'UQCN possède une expérience étendue de projets de diverses natures, autant dans le domaine de la conservation que dans celui de la sensibilisation et de la formation d'organismes de conservation. Elle offre donc des garanties de réalisation fondées sur le succès de ses projets passés et en cours. Ce projet global bénéficiera, en plus du financement par le PAPE, du soutien financier de la Société de la faune et des parcs du Québec (FAPAQ).



3.3 ATELIERS SUR LES TECHNIQUES DE CONSERVATION DE LA NATURE

Chargée de projet : Annie Lebel

3.3.1 Problématique

De plus en plus d'organismes s'engagent dans la lutte pour la conservation des milieux naturels. Pour intervenir avec succès, les responsables de ces projets ont besoin de parfaire leurs connaissances des outils mis à leur disposition pour mener leurs projets de conservation à bien et développer leurs aptitudes techniques à intervenir, tant sur le milieu biophysique qu'auprès des propriétaires et des utilisateurs des sites naturels concernés. Aussi, il leur faut perfectionner leurs méthodes de gestion et de recherche de financement, et, enfin, savoir s'adresser aux experts pouvant les aider. C'est pour répondre à ce type de besoins que les *Ateliers sur la conservation des milieux naturels* ont été conçus.

3.3.2 Résumé du projet

Les *Ateliers sur la conservation des milieux naturels* offrent des activités de formation sur les moyens, techniques et connaissances nécessaires à la réalisation de projets de conservation des milieux naturels. Dans cette perspective, l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), le Service canadien de la faune (SCF) d'Environnement Canada, Pêches et Océans Canada, la Fondation de la faune du Québec (FFQ) et le Regroupement des organismes propriétaires de milieux naturels protégés du Québec (RMN) s'unissent pour offrir des activités de formation aux principaux intervenants privés en matière de conservation de milieux naturels au Québec, afin que ces intervenants puissent acquérir les outils nécessaires pour mener à terme leurs projets de conservation.

3.3.3 Objectif général

Faire connaître des projets et des moyens de protéger les milieux naturels et les façons de les gérer, de les surveiller et de les mettre en valeur.

3.3.4 Objectifs spécifiques

1. Permettre l'acquisition des connaissances et des moyens nécessaires à la réalisation de projets de conservation des milieux naturels.
2. Favoriser un contexte de rencontres et d'échanges entre les différents intervenants en conservation.
3. Fournir des moyens et des outils de travail répondant aux besoins spécifiques des organismes débutants ou expérimentés dans le domaine de la conservation.
4. Stimuler les initiatives locales en vue de réaliser des projets de conservation.

3.3.5 Ateliers 2004

Les *Ateliers 2004* se sont déroulés les 18, 19 et 20 mars au Château Frontenac de Québec. Au total, 161 personnes de 87 organismes impliqués dans la conservation des milieux naturels au Québec ont participé cette année.

Les activités ont été offertes sous forme de conférences, et d'une activité spéciale de *Grande virée* permettant de prendre connaissance de projets de conservation en cours de réalisation.

Voici les titres des conférences présentées aux *Ateliers sur la conservation des milieux naturels 2004* :

- Campagne de financement
- Plan de communication
- Introduction aux outils de conservation
- Options de conservation avancées
- Fidéliser les ententes de conservation
- Suivi communautaire
- Planifier son projet de conservation
- Planifier le financement de la conservation et création de fonds d'intendance
- Négociation stratégique
- Concertation et partenariat en conservation.

Pour des informations supplémentaires au sujet des *Ateliers sur la conservation des milieux naturels* consultez le site Internet de l'UQCN.

http://www.uqcn.qc.ca/ateliers_conservation/Ateliers_Mars_2004/Introduction.htm





**LES ZONES IMPORTANTES
POUR LA CONSERVATION
DES OISEAUX AU CANADA**

3.4 PROGRAMME ZICO

Chargée de projet : Marie-Soleil Laporte

En 1985, l'organisme BirdLife International lançait, en Europe, le programme ZICO. Depuis, ses partenaires établis dans plus de 100 pays ont réussi à créer un réseau international ayant pour but :

- d'identifier un réseau de sites considérés cruciaux pour les oiseaux ;
- de protéger les sites qui en ont le plus besoin.

Ce programme a été implanté au Canada en 1996 par deux organismes nationaux : Études d'oiseaux Canada (EOC), qui est chargé de la désignation des sites ZICO, et la Fédération canadienne de la nature (FCN), qui s'occupe du volet conservation.

Au Québec, c'est l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) qui agit à titre de responsable du programme ZICO, et ce, depuis mars 2000 (<http://ecoroute.uqcn.qc.ca/zico/>). En collaboration avec la FCN, cet organisme travaille avec les intervenants locaux à améliorer la protection des sites choisis et à les mettre en valeur.

3.4.1 Mise en œuvre de plans de conservation

Cette année, l'UQCN avait pour cible d'appuyer la mise en œuvre de plusieurs plans de conservation élaborés en partenariat avec les organismes du milieu en 2002-2003.

ZICO du Canal-de-Beauharnois

ZICO du Marais-de-Saint-Étienne

ZICO des Marais-de-Saint-Timothée

La MRC de Beauharnois-Salaberry a entrepris à l'été 2004 une phase importante de mise en valeur (éducation / sensibilisation) avec un projet de halte et d'escale d'interprétation expliquant l'histoire du canal, sa renaturalisation et les projets de restauration en cours et à venir. En lien avec ce projet, l'UQCN participe à l'élaboration et au financement de trois panneaux d'interprétation s'incorporant à deux tours (structures en bois créant un appel visuel aux différentes haltes d'interprétation), de concert avec la MRC de Beauharnois-Salaberry, afin de sensibiliser les usagers du parc à l'importance de celui-ci pour la faune aviaire et son rôle dans la protection de la biodiversité locale. La première tour sera située dans le secteur de la halte ornithologique, près des bassins aménagés par Canards Illimités Canada (*ZICO des Marais-de-Saint-Timothée*). Cette halte accueillera un panneau présentant le programme ZICO et les caractéristiques des trois ZICO du parc.

La seconde tour sera située dans le secteur de la halte du havre, près de l'étang Saint-Louis-de-Gonzague (*ZICO du Canal-de-Beauharnois*) qui représente une halte importante pour la sauvagine en migration. Elle accueillera deux panneaux, l'un présentant le Petit Blongios, une espèce en péril présente dans les trois ZICO, et l'autre présentant les habitats fauniques à restaurer dans le parc. Ainsi, ces trois panneaux d'interprétation, lorsqu'ils seront installés, permettront de sensibiliser la

population à l'importance du Parc régional du canal de Beauharnois pour les oiseaux en migration, mais aussi pour plusieurs espèces nicheuses. Finalement, un projet de reboisement en ligne avec les cibles du plan de conservation est initié par la MRC qui y reconnaît une priorité pour la renaturation du parc et pour la création de corridors écologiques.

ZICO des Battures-aux-Loups-Marins

Une meilleure connaissance de l'écologie de cette île serait nécessaire avant d'y faire des aménagements spécifiques en faveur de la faune aviaire afin de respecter son équilibre qui, pour l'instant, n'est pas menacé.

ZICO du Banc-de-Portneuf

Cette ZICO ne demande pas d'implication directe par l'UQCN car elle est prise en charge par les partenaires du milieu. En effet, le Banc-de-Portneuf a été initialement très bien développé par le Comité ZIP de la rive nord de l'estuaire (partenaire régional au plan de conservation) et maintenant par le Comité de protection et de mise en valeur du banc de Portneuf. Ce dernier, en est à la phase II de son « Plan de protection et de mise en valeur du Banc-de-Portneuf ». Le Comité de protection est à la recherche d'un statut de protection pour la ZICO.

ZICO du Massif-du-Mont-Gosford

Dans la ZICO du Massif-du-Mont-Gosford, des études se poursuivent sur la Grive de Bicknell. Elles sont menées par Yves Aubry, en étroite collaboration avec la ZEC Louise-Gosford. Ces études doivent définir des façons d'exploiter la forêt des sommets sans nuire à l'espèce en péril. Pendant ces études, un secteur de la forêt favorable à la Grive de Bicknell est protégé de la coupe.

Un article présentant le concept de la forêt habitée (gestion durable des ressources, usages récréotouristiques, etc.) a été présenté cet hiver dans le dossier forêt du webzine Fr@ncVert. (<http://ecoroute.uqcn.qc.ca/FrancVert/francvert.html>)

ZICO de l'Île-aux-Grues

Des rencontres ont été faites pour le développement des plans depuis novembre 2003. Une recherche de ressources humaines, soit un(e) chargé(e) de projet responsable de conclure des ententes de conservation et de rédiger des demandes de subvention a été envisagée. Actuellement, aucune ressource financière n'a pu être identifiée ce qui diminue les possibilités à court terme de développement des plans. Un arrimage possible avec le Comité Zip de la rive sud de l'estuaire est en cours.

ZICO de Tadoussac

Enfin, en ce qui concerne la ZICO de Tadoussac, une partie de la réalisation du plan de conservation est prise en main par l'Observatoire des oiseaux de Tadoussac (OOT). Le financement reçu par l'OOT a permis de constituer une banque de données sur les tours de télécommunications dans le couloir de migration des oiseaux de proie, et de dresser un protocole de recherche sur la mortalité de ces

oiseaux en relation avec les tours. L'OOT espère que, sur cette base, la recherche de financement permettra la poursuite des travaux.

3.4.2 *Projet des panneaux d'interprétation*

Une seconde cible était de compléter le projet des 12 panneaux d'interprétation pour la mise en valeur des ZICO qui avait été initié en 2002.

En plus des deux panneaux du banc de Portneuf qui ont été réalisés en 2003, le projet *Panneaux* se poursuit donc, et la concertation avec les partenaires locaux permettra l'établissement d'un ou de plusieurs panneaux selon les besoins identifiés et les orientations choisies.

Plusieurs panneaux ont été réalisés cet hiver avec le Comité Zip de la rive nord de l'estuaire dans le cadre d'un projet du Service canadien de la faune sur les espèces en péril. L'UQCN et la Fondation de la faune du Québec contribuent au projet en ciblant les espèces en péril dans les différentes ZICO (Île-aux-Grues, marais de Gros-Cacouna, Tadoussac, marais salé de Pointe-aux-Outardes, Baie-Comeau).

Trois autres panneaux sont en cours de réalisation pour les ZICO présentes dans le Parc régional du canal de Beauharnois, tel que mentionné précédemment.

Finalement, deux panneaux sont en cours de réalisation pour un projet de mise en valeur à l'embouchure de la rivière Beauport. Le premier explique l'importance de cette ZICO pour les oiseaux migrateurs, et le deuxième met en vedette un oiseau limicole : le Pluvier semipalmé. Ce qui porte le nombre de panneaux à douze tel que prévu.

3.4.3 *Nouveaux plans de conservation*

Une troisième cible était d'initier des nouveaux plans de conservation avec des intervenants locaux et régionaux pour catalyser la prise en charge de nouvelles ZICO. L'approche des partenaires locaux a été réalisée cette année. Cependant, la rédaction des plans de conservation en concertation avec le milieu sera réalisée cet automne.

- La rédaction des caractéristiques de la ZICO de Baie-Comeau a été initiée en septembre et la concertation avec les groupes de conservation locaux débutera cet automne.
- La rédaction des caractéristiques de la ZICO des Battures de Beauport a été initiée en août et la concertation avec les groupes de conservation locaux débutera cet automne.
- Un soutien dans la recherche de financement et l'élaboration de nouvelles initiatives de conservation du marais salé à Pointe-aux-Outardes a été réalisé avec le Parc nature de Pointe-aux-Outardes. Cependant, les projets sont remis à l'année prochaine faute de financement adéquat pour la saison dernière.

Chargé de projet : Marc Hudon
 Stagiaire : Sylvie Colomb

Bien que la commission Eau n'existe pas officiellement, une trentaine de membres de l'UQCN se sont réunis deux fois au cours de cette année afin de faire le point sur la gestion de l'eau au Québec. La Commission a été active sur cinq dossiers importants.

4.1 PROJET D'EXPLORATION GAZIÈRE DANS L'ESTUAIRE ET LE GOLFE DU SAINT-LAURENT

- Participation aux consultations du BAPE.
- Production d'un document de référence sur les impacts environnementaux de l'exploration pétrolière et gazière dans le golfe du Saint-Laurent, phase II (Hélène Désilets). http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Eau/ME03-12-08_Impacts.pdf
- Présentation au Bureau d'audiences publiques en environnement un mémoire sur les enjeux liés aux levés sismiques dans le golfe du Saint-Laurent. http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Eau/ME04-05-18_explo_gaz_St-Laurent.pdf

4.2 PROJETS DE PETITES CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES

- Participation de Harvey Mead à la descente de la rivière Magpie en août.

4.3 ÉTUDE GRANDS LACS - VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

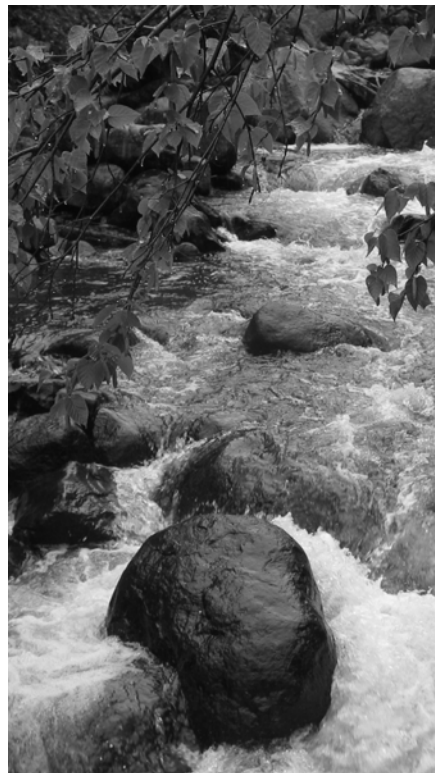
- Participation de Marc Hudon aux réunions publiques.
- Production d'un mémoire : *La proposition d'entente sur les ressources durables en eaux du bassin des Grands Lacs*. http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Eau/ME04-08_optimisation_voie_maritime.pdf
- Participation de Marc Hudon au Comité aviseur public et aux réunions publiques.
- Dépôt de commentaires à la réunion publique de Trois-Rivières.
- Préparation d'un mémoire (en cours).

4.4 ÉTUDE INTERNATIONALE SUR LE LAC ONTARIO

- Participation de Marc Hudon au Groupe consultatif sur l'intérêt du public et aux réunions publiques.
- Préparation d'un mémoire (en cours).

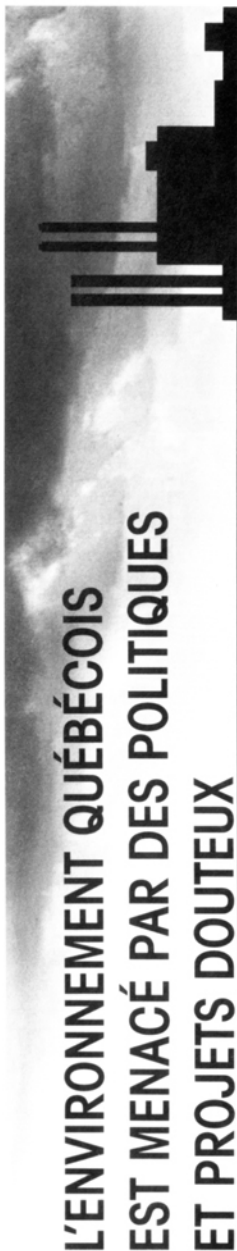
4.5 BASSINS VERSANTS

Voir le rapport de la commission Agriculture.



Responsables : Richard Gendron

Encore une fois cette année, l'UQCN est intervenue dans une multitude de dossiers énergétiques. Ces interventions ont été priorisées en considérant les ressources humaines de la commission, soit essentiellement la contribution de ressources bénévoles. La commission est toujours à la recherche de fonds de fonctionnement afin d'engager un chargé de projet dans ce qui risque de devenir une priorité d'intervention des ONGE dans les années à venir.



Au cours de l'année 2003-2004, l'UQCN a pu compter sur les services d'un stagiaire issu du département des sciences de l'environnement de l'UQAM, M. Alain Ouedraogo, mais cette collaboration ne s'est échelonnée, malheureusement, que sur une période de trois mois.

Les interventions de l'organisation se sont basées premièrement sur le fait que la production énergétique actuelle est suffisante afin de combler les besoins immédiats des Québécois et pour honorer les contrats de vente hors-Québec. Dans un tel contexte, et pour répondre à de nouvelles demandes, l'UQCN recommande le développement de programmes d'économie d'énergie et de la filière éolienne qui recèle un énorme potentiel au Québec. Le développement majeur de ces deux approches générerait ou libérerait des quantités importantes d'énergie servant prioritairement à combler les besoins futurs des Québécois et générant des surplus non négligeables pouvant être exportées afin de remplacer, ultimement, des filières de production polluantes. Cette approche permettrait de contrer les visées de développement de la production thermique, un axe privilégié par Hydro-Québec lors de la dernière année, et aussi de diminuer les pressions sur les rivières du Québec, dont nombre d'entre elles sont visées pour un développement hydroélectrique.

L'UQCN considère que le développement de projets hydroélectriques entraîne une pression induite sur la biodiversité des écosystèmes québécois, particulièrement sur les milieux humides.

Concernant le dossier des rivières, l'UQCN a poursuivi ses interventions notamment sur les projets de grands barrages tel que le projet Rupert (projet Eastman 1a), et sur les projets de centrales privées (désignées à tort de mini-centrales) comme le projet de la rivière Magpie.

L'UQCN a aussi suivi les travaux de la coalition « Sortir du Nucléaire » dont les interventions au Québec ont porté sur le prolongement de la licence d'exploitation de la centrale Gentilly. L'UQCN s'est prononcée contre la réfection de cette centrale, qui impliquerait de coûteux travaux pouvant facilement atteindre le milliard de dollars.

Enfin, l'UQCN a continué son implication au sein du Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROEEÉ).

L'UQCN a été particulièrement active dans le dossier de la mise en place de centrales thermiques, soit les centrales de Beauharnois et Suroît. Des mémoires ont été déposés, dans les deux cas, lors d'audiences publiques et également ces positions ont été réitérées devant la Commission parlementaire du 19 mai 2004. Face à la volonté, affichée par Hydro-Québec dans son dernier *Plan stratégique*, de maintenir l'option thermique, le travail de l'UQCN demeurera sans doute important, et le fruit de ce travail devra être pris en compte à l'intérieur d'une stratégie de réduction des gaz à effet de serre dans le Plan vert annoncé par le gouvernement de Jean Charest.

Finalement, l'UQCN a été partie prenante dans la mise sur pied de la Coalition Québec vert/vers Kyoto visant justement la réduction des gaz à effet de serre particulièrement via des interventions dans le domaine de la production énergétique. Cette coalition s'est particulièrement fait connaître lors de marches et manifestations contre le Suroît, dont la dernière fut le *Forum populaire Kyoto*, une manifestation organisée par l'UQCN à Montréal le 29 mai 2004.

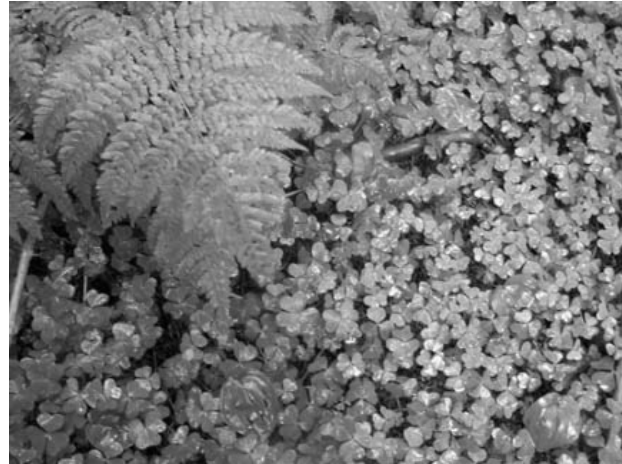


Responsable : Louis Bélanger
Chargé de projet : Claude Fortin

L'année 2003-2004 fut une année faste pour le milieu forestier et les tribunes ont été nombreuses pour la commission Foresterie de l'UQCN. Le sujet majeur aura certainement été la création de la commission Coulombe et son mandat « *d'examiner l'administration du régime forestier québécois ainsi que les résultats atteints, notamment en matière de possibilité forestière* ». En marge de cela, la commission Foresterie de l'UQCN a bénéficié de plusieurs tribunes pour exprimer sa vision de la foresterie à différents intervenants du milieu forestier et positionner la voix et l'action de l'UQCN comme un joueur incontournable dans le milieu environnemental forestier québécois. Voici résumé, les principaux dossiers dans lesquels nous avons été appelés à intervenir.

6.1 COMMISSION D'ÉTUDE SUR LA GESTION DE LA FORÊT PUBLIQUE QUÉBÉCOISE

Depuis plus de cinq ans, l'UQCN et d'autres groupes demandaient la tenue d'une enquête publique indépendante sur les façons de faire du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (MRNFP) et de l'industrie forestière. En octobre dernier, le gouvernement du Québec donnait à la Commission d'étude scientifique, technique et indépendante la charge d'examiner la gestion des forêts québécoises du domaine de l'État, sans pouvoir réel d'enquête. Ce mandat gouvernemental se voulait être une réponse finale aux Desjardins, Vérificateur général du Québec et autres groupes qui voulaient connaître l'état de la forêt, et savoir enfin si la forêt québécoise était l'objet d'une surexploitation et si cette exploitation était respectueuse des gens et du milieu naturel. Depuis cette annonce, la commission Coulombe a sillonné le Québec dans son entier pour y tenir des consultations régionales. Cette période de consultation de la population et des différents intervenants du milieu forestier s'est terminée par une consultation des organismes de nature nationale ou multirégionale. C'est en rédigeant et en présentant un mémoire au titre évocateur « *Regagner la confiance de la population : un chemin de sortie de la crise forestière* » que s'est principalement inscrite la participation de la commission Foresterie de l'UQCN. De plus, les responsables de la commission Foresterie ont participé à plusieurs rencontres formelles et informelles en lien avec les travaux de la commission dont, entre autres, une rencontre exploratoire avec les commissaires en janvier dernier et une participation à la Table ronde sur la gestion de la forêt les 1^{er} et 2 septembre dernier. La commission d'étude doit remettre son rapport au Gouvernement au plus tard à la fin de décembre 2004.



Consultez le mémoire de l'UQCN à l'adresse suivante :

http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Forêt/ME04-06-30_Commission_etude_Coulombe.pdf

6.2 CONSULTATION NATIONALE SUR LES OBJECTIFS DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DU MILIEU FORESTIER

Au mois d'octobre 2003, le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs soumettait à la population les propositions d'objectifs de protection et de mise en valeur des ressources du milieu forestier qu'il envisageait de fixer à l'échelle des unités d'aménagement forestier. Initialement au nombre de sept objectifs répartis sous trois angles différents soit :



la conservation de la biodiversité, la conservation des sols et de l'eau et le maintien de la qualité visuelle des paysages. Ces objectifs devront être pris en compte lors de l'élaboration des stratégies d'aménagement des plans généraux d'aménagement forestier par les bénéficiaires de contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

La participation de la commission Foresterie de l'UQCN s'est faite au niveau national et régional (Capitale nationale). À la suite de cela, un mémoire a été rédigé et déposé au ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et soulignait la pertinence de cette nouvelle initiative de la part du MRNFP.

Consultez le mémoire de l'UQCN à l'adresse suivante :

http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Forêt/ME03-11-28_Consul_Nat_OPMV.pdf

6.3 CONSULTATIONS PUBLIQUES SUR LA NOUVELLE APPROCHE D'AFFECTATION DU TERRITOIRE PUBLIC (PATP)

Durant la même période, le MRNFP, secteur Terre, entreprenait la révision du Plan d'affectation du territoire pour en faire un outil plus performant au service du développement socioéconomique et de la protection de la biodiversité. C'est pourquoi, le Ministère soumettait la nouvelle approche qu'elle entend mettre sur pied, afin de rajeunir les plans d'affectation du territoire public. Datant du début des années 80 et basés principalement sur l'illustration d'usages existants sur le territoire public, ces plans ne répondent plus aux exigences d'une gestion gouvernementale moderne et efficace. En effet, les PATP doivent refléter davantage une vision intégrée de l'utilisation actuelle et future du territoire public.

Consultez le mémoire de l'UQCN à l'adresse suivante :

<http://www.uqcn.qc.ca/org/doc/mem/Forêt/me03-12-11%20Consultation%20nationale%20PATQ.pdf>

6.4 CERTIFICATION FORESTIÈRE

6.4.1 Participation aux travaux du groupe des partenaires de l'aménagement forestier durable de la compagnie Abitibi-Consolidated du Canada (CACC), forêt Charlevoix, région Québec-Est (certification forestière CSA Z809-02)

Le 12 février 2004, l'UQCN demandait officiellement à la compagnie Abitibi-Consolidated, région Québec-Est, forêt Charlevoix, une participation aux travaux du

groupe de coordination du processus de consultation du public mis en place par la CACC dans la région de Charlevoix. Le groupe des partenaires de l'aménagement forestier durable a accepté, sous certaines conditions, la présence de M. Louis Bélanger ou de M. Claude Fortin comme étant les seuls représentants de l'environnement à la Table de l'AFD de CACC. CACC prévoit obtenir officiellement la certification Z809-02 de CSA d'ici la fin 2004.

6.4.2 Participation aux travaux de la Table de concertation de l'aire commune 93-20 de la compagnie Kruger inc. scierie-Manic (certification forestière CSA Z809-02)

Depuis plus de deux ans, l'UQCN participe, par l'entremise d'un délégué et d'un substitut régionaux au travail d'élaboration du plan d'aménagement forestier durable. Afin d'assurer une meilleure participation aux travaux de la Table, l'UQCN demandait, dès le début, que sa participation ne soit pas indirecte et que ces propres ressources, chargé de projet ou président de la commission Foresterie, basées à Québec, puissent prendre part aux travaux de la Table. Depuis le 27 février 2004, l'UQCN est maintenant autorisée à participer aux travaux de la Table de concertation de l'aire commune 093-20. Kruger scierie Manic pense obtenir la certification Z809-02 de CSA d'ici la fin de 2005.

6.4.3 Participation aux travaux du groupe Initiative québécoise de développement de normes du FSC (membre de la chambre environnementale)

Tout comme lors de la définition et de la rédaction de la norme boréale de la Forest Stewardship Council (FSC), M. Louis Bélanger et M. Claude Fortin participent aux rencontres en vue d'établir la nouvelle norme canadienne FSC Grand Lacs/St-Laurent. Cette norme portera principalement sur les forêts feuillues publiques canadiennes, mais également en terres privées.

6.5 PARTICIPATION À LA SEMAINE DES SCIENCES FORESTIÈRES DES ÉTUDIANTS EN FORESTERIE DE LA FACULTÉ DE FORESTERIE, GÉOMATIQUE ET DE GÉOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

Au mois de mars dernier, c'est à titre d'exposant que l'UQCN s'est joint aux étudiants de foresterie de la faculté de Foresterie, Géomatique et de Géographie de l'Université Laval afin de participer au **Salon de la forêt 2004**. Cet événement annuel qui a lieu aux Galeries de la Capitale, regroupe plusieurs intervenants du milieu forestier québécois et représente une belle occasion de présenter le travail de l'UQCN dans son entier.

6.6 PARTICIPATION À L'ÉVÉNEMENT L'EXPOSITION DU CONGRÈS DU 12^E CONGRÈS FORESTIER MONDIAL TENU À QUÉBEC

Du 22 au 25 septembre 2003, c'est sous l'appellation : **La forêt, source de vie**, que le comité organisateur du 12^e Congrès forestier mondial a invité tous les intervenants du milieu forestier international à venir échanger sur ce thème. Mobilisant plus de 10 000 personnes dont 150 exposants provenant de 22 pays, le Congrès forestier mondial a permis à l'UQCN

de se présenter et de présenter, à plusieurs autres groupes environnementaux, sa vision de la foresterie durable. De plus, M. Claude Fortin a assuré la présence et la participation de l'UQCN lors de l'événement jeunesse qui avait pour but de donner une tribune aux jeunes intéressés par l'environnement forestier.

6.7 PARTICIPATION AU COLLOQUE BORÉAL

En marge du précédent congrès, les 26 et 27 septembre 2003, avait lieu à Montréal le colloque Boréal, organisé par le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE). M. Louis Bélanger a participé au comité de préparation et a été panéliste lors de l'événement. De plus, plusieurs chargés de projet étaient présents lors de l'événement qui avait pour but de dresser un portrait de la situation forestière afin de préparer les différents groupes et personnes aux travaux de la commission Coulombe.

6.8 ACTIVITÉS MÉDIATIQUES

Durant toute l'année, les responsables de la commission Foresterie ont été actifs dans plusieurs médias écrits et radiophoniques. Aussi, sur des dossiers comme entre autres, les OPMV, la commission Coulombe, le report des dépôts des PGAF à 2007. Plusieurs lettres ont été envoyées aux différents responsables de ces dossiers au ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs du MRNFP. Vous pouvez consulter le site de l'UQCN pour connaître la nature des différents communiqués de presse.

De plus, le 3 mai dernier à Montréal, M. Louis Bélanger a participé à un dîner-causerie médiatique sur l'avenir de la forêt québécoise et les travaux ou avancements de la commission Coulombe en compagnie de M. Richard Desjardins, M. Luc Bouthillier et Henri Jacob.

6.9 RÉSERVES FAUNIQUES QUÉBÉCOISES

Depuis quelques temps, la commission Foresterie s'intéresse grandement à la problématique du réseau des réserves fauniques du Québec. En effet, cette dernière croit qu'il est temps de donner un réel statut de conservation à ces territoires à vocation faunique. Déjà, lors de la remise de son mémoire à la consultation nationale sur le OPMV du MRNFP, nous avons recommandé que le MRNFP mette en place une Politique de gestion intégrée et écosystémique des ressources naturelles sur l'ensemble du réseau des réserves fauniques du Québec. Dans le même ordre d'idée, les responsables de la commission Foresterie ont précisé leurs demandes face à ces territoires en recommandant que les réserves fauniques soient reconnues dans la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* et la *Loi sur les forêts* comme des aires protégées de ressources naturelles gérées (catégorie IV de l'UICN).

Présentement, les responsables de la commission Foresterie sont à la recherche de financement pour définir un projet pilote de gestion écosystémique dans la réserve faunique des Laurentides.

COMMUNICATIONS : FR@NCVERT

Responsable : *Éric Duchemin*

Rédactrice : *Sophie Hamel-Dufour*

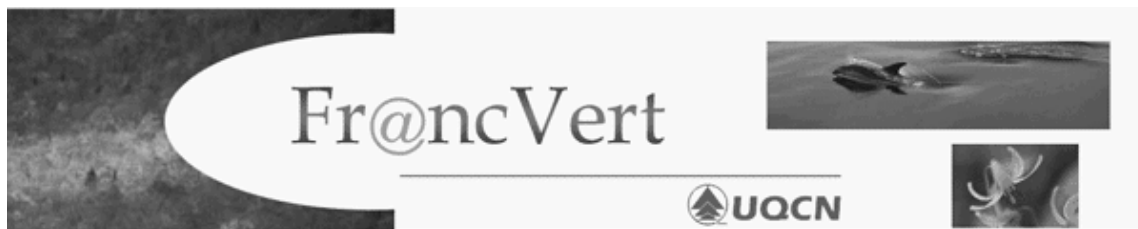
En 2003, l'UQCN a créé le webzine Fr@ncVert. Celui-ci a été lancé en novembre, après plusieurs mois de travail. **Sensibiliser, informer, communiquer**, voilà les mandats que s'est donné Fr@ncVert. Sensibiliser en publiant des articles de vulgarisation sur des enjeux environnementaux de notre société. Informer en faisant connaître les positions de l'UQCN. Communiquer en créant un lieu d'échanges accessible au plus grand nombre, et particulièrement aux membres. Fr@ncVert a comme objectif principal d'informer les citoyens, et nos membres, sur des problématiques environnementales touchant la conservation de la nature. Tout en visant cet objectif, Fr@ncVert servira comme un média de communication avec les membres et les groupes affiliés, en attendant la création d'un bulletin de l'UQCN.

Fr@ncVert a donc pour objectifs :

- d'informer les citoyens et membres sur des problématiques environnementales touchant la conservation de la nature;
- d'informer les membres (individuels ou groupes affiliés) de l'UQCN sur ses activités et ses interventions;
- de servir de média de communication avec les membres et les groupes affiliés;
- de permettre un autre type d'implication des membres dans l'organisme.

Nous désirons souligner l'arrivée de Sophie Hamel-Dufour qui s'est jointe à notre équipe en novembre 2003. Sa contribution est fort appréciée dans la production d'un magazine électronique tel que Fr@ncVert.

En 2003-2004, Fr@ncVert a publié trois numéros : le volume d'introduction (http://ecoroute.uqcn.qc.ca/FrancVert/vol1_no1/francvert.html), un dossier sur la forêt (http://ecoroute.uqcn.qc.ca/FrancVert/vol1_no2/francvert.html) et un dossier sur les milieux humides (http://ecoroute.uqcn.qc.ca/FrancVert/vol1_no3/francvert.html). Depuis décembre 2003, le site a enregistré 4308 pages vues, 2391 visites, 2277 visiteurs. Une moyenne de 15 personnes par jour est enregistrée sur le site. (<http://ecoroute.uqcn.qc.ca/FrancVert/francvert.html>)



La diffusion de la connaissance est une pierre angulaire du développement durable

Les documents qui suivent peuvent être consultés en tirés à part,
ou sur le site Internet de l'UQCN, à l'adresse www.uqcn.qc.ca/productions.html

8.1 COMMUNIQUÉS

- 2004 07 06 Énergie – Le gouvernement maintien le cap sur le gaspillage.
- 2004 07 05 Une régie complaisante, archaïque et sans vision.
- 2004 06 18 La crise du logement, c'est aussi en forêt... L'habitat du caribou forestier est menacé.
- 2004 06 17 Énergie éolienne : M. Charest doit exiger plus d'Hydro-Québec.
- 2004 06 07 Espèces en péril : le fédéral s'entend avec le Québec pour... ne pas agir !
- 2004 05 28 La stratégie québécoise sur les aires protégées déraile : alors que de nouveaux engagements sont nécessaires, le ministre Corbeil remettrait à plus tard la protection de 8 % du territoire.
- 2004 05 28 Débat public sur l'énergie. La coalition Québec Vert Kyoto réitère sa requête et suggère au gouvernement québécois les modalités d'un tel débat.
- 2004 05 20 Non au Suroît, oui à Kyoto. Appel à la mobilisation pour une grande manifestation.
- 2004 04 15 Rapport du BAPE sur le projet de Bécancour : le BAPE trace la voie pour des décisions responsables !
- 2004 04 08 Les projets de production thermique d'électricité se multiplient. Quatre organismes environnementaux demandent au gouvernement un moratoire.
- 2004 03 30 Gestion de la forêt publique québécoise : l'UQCN demande la publication des résultats préliminaires des calculs de possibilité forestière.
- 2004 03 29 Lancement du Forum populaire Kyoto. Pour que les choix énergétiques du Québec ne se prennent pas en catimini.
- 2004 03 10 L'UQCN salut le travail accompli pour résoudre le problème de la motoneige au parc national des Hautes-Gorges de la rivière Malbaie.
- 2004 02 26 Bas niveau des réservoirs hydroélectriques : négligence ou manipulation ?
- 2004 02 24 Silence du gouvernement concernant le rapport du BAPE sur la production porcine : l'UQCN demande plus de transparence !
- 2004 01 20 Le plan stratégique 2004-2008 d'Hydro-Québec offre-t-il l'espoir d'un avenir énergétique socialement responsable ? Les groupes environnementaux unissent leurs voix pour forcer une véritable réflexion sur les enjeux énergétiques québécois.
- 2004 01 13 Centrale thermique du Suroît. Un écran de fumée obscurcit déjà le Québec.
- 2003 12 18 L'examen de l'état de la forêt publique : les commissaires sont bien accueillis.
- 2003 11 27 Exploration gazière – Deux nouveaux avis scientifiques jugent le projet d'Hydro-Québec trop risqué pour les baleines du Saint-Laurent.
- 2003 11 12 UQCN lance son premier magazine électronique Fr@ncVert.
- 2003 11 04 Une nouvelle remise en question de l'éthanol-maïs.

- 2003 11 03 Le Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CREE), les Amis du parc du Mont-Orford, ainsi que l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), maintiennent leur opposition à l'échange de terrains et réclament des audiences du BAPE.
- 2003 10 31 Un rapport attendu et encourageant qui devra néanmoins se concrétiser dans les faits.
- 2003 10 24 L'UQCN émet des réserves suite à l'annonce de la création de la Commission d'étude scientifique et technique sur les forêts.
- 2003 10 23 Rapport du BAPE sur la production porcine : le ministre doit le rendre public dès maintenant !
- 2003 10 15 Le Saint-Laurent fait face à de nouvelles perturbations. Moratoire demandé sur le programme d'exploration gazière et pétrolière d'Hydro-Québec.
- 2003 09 30 L'UQCN demande la suspension de la consultation nationale sur les objectifs de protection et de mise en valeur des ressources du milieu forestier.
- 2003 09 24 Coupe forestière sur l'île d'Anticosti. Des groupes de conservation réitèrent que l'île soit retirée de la liste des aires protégées du Québec.
- 2003 09 18 Le Boisé du Tremblay à Longueuil : dernière d'une série noire d'erreurs du MENV qui doit cesser.
- 2003 09 12 Centrale hydroélectrique privée à Angliers. *Adoptez une rivière* dénonce le rapport du BAPE

8.2 REVUE DE PRESSE – MÉDIAS ÉCRITS

- 2004 08 04 *Le Devoir* Louis-Gilles FRANCOEUR Forêts : nouvelle alarme. La moitié des coupes de feuillus se pratiquent en contravention des normes.
- 2004 07 04 *Le Devoir* Louis-Gilles FRANCOEUR Suroît : les gens de l'industrie applaudissent; les écologistes jugent la Régie plutôt timide.
- 2004 06 12 *Le Devoir* Louis-Gilles FRANCOEUR Québec ajoute 2024 km aux aires protégées.
et
13
- 2004 06 07 *Journal de Montréal* Yves CHARTRAND Île Levasseur : les écologistes tentent de contenir Kruger.
- 2004 06 04 *Le Devoir* Louis-Gilles FRANCOEUR Le milieu de la faune souffre. Sa principale crainte : perdre du pouvoir aux dépens de gestionnaires publics dont le mandat est défini par la loi.
- 2004 06 *L'Aut'journal* Élodie BEDOUET Si, dans 7 ou 8 ans, le gouvernement québécois ne bouge pas, les forêts primaires vont être faites !
- 2004 05 20 *Le Devoir* Roch BIBEAU Plus de tensions sur la question porcine. Les principes de la levée du moratoire porcin sont louables, mais les conditions de sa mise en œuvre sont viciées.
- 2004 05 15 *Le Soleil* Anne-Louise CHAMPAGNE Contrôle de la production porcine. Réactions contradictoires à la levée du moratoire.
- 2004 05 13 *Le Soleil* Jean-Simon GAGNÉ Faune et parcs en voie d'extinction. Après la réduction de son statut, l'organisme pourrait être « avalé » par les Ressources naturelles.
- 2004 05 13 *Le Soleil* Anne-Louise CHAMPAGNE Incinérateur de Belledune. La contestation s'élargit. Groupes environnementaux et autochtones demandent un moratoire.
- 2004 05 04 *Le Soleil* Stéphane PAQUET 240 millions d'arbres coupés chaque année au Québec. Les environnementalistes demandent au BAPE de s'en mêler.
- 2004 05 04 *La Presse* Stéphane PAQUET 240 millions d'arbres coupés chaque année au Québec. Les environnementalistes demandent au BAPE de s'en mêler.

■	2004	05	<i>Espaces</i>	Philippe LINQUETTE	Oka. Un parc miné de toutes parts.
■	2004	05	<i>Espaces</i>	Charles-Antoine DROLET	Patrimoine naturel et aires protégées. Le concept d'arche de Noé revisité.
■	2004	05	<i>Revue Commerce</i>	Jean-Sébastien TRUDEL	La valse des crédits de Kyoto.
■	2004	05	<i>Revue Notre Dame</i>	Harvey MEAD (Entrevue de)	Nous n'irons plus au bois.
■	2004	04 24	<i>Les Affaires</i>	Pierre THÉROUX	« Les pressions contraires au développement durable sont extrêmement fortes », dit Harvey Mead.
■	2004	04 16	<i>Le Devoir</i>	Louis-Gilles FRANCOEUR	Plaidoyer pour un plan d'efficacité énergétique.
■	2004	04 16	<i>Le Soleil</i>	Charles CÔTÉ	Bécancour : les écologistes sont ravis du rapport du BAPE.
■	2004	04 15	<i>L'Actualité</i>	Daniel CHRÉTIEN	La forêt comme une arme.
■	2004	04 10	<i>Le Soleil</i>	Anne-Louise CHAMPAGNE	Bécancour : la cogénération n'est qu'un prétexte, estiment les écolos.
■	2004	03 12	<i>Sherbrooke Record</i>	Leah FITZGERALD	Environmental groups oppose Orford project.
■	2004	03 10	<i>Le Devoir</i>	Louis-Gilles FRANCOEUR	Porte ouverte à l'exploitation gazière du golfe Saint-Laurent.
■	2004	03	<i>Fr@ncVert</i>	Harvey MEAD	Les changements de mœurs sont lents, mais les forêts vont manquer de patience.
■	2004	02 06	<i>Le Devoir</i>	Presse canadienne	Suroît : des écologistes réclament la démission du président d'Hydro-Québec.
■	2004	02 06	<i>Le Soleil</i>	Anne-Louise CHAMPAGNE	Les opposants du Suroît ont une nouvelle arme. Le programme Power Smart de BC Hydro permettra d'économiser autant d'énergie que produira la centrale thermique.
■	2004	02 02	<i>Le Devoir</i>	Jeanne CORRIVEAU	Un énorme « non » à la centrale du Suroît. Des milliers de personnes ont manifesté hier à Montréal.
■	2004	01 31	<i>Le Devoir</i>	Louis-Gilles FRANCOEUR	Suroît : demande d'enquête adressée à la Commission à l'environnement du Canada.
■	2004	01 28	<i>Le Soleil</i>	Presse canadienne	Lancement de la bataille du Suroît.
■	2004	01 28	<i>Le Devoir</i>	Louis-Gilles FRANCOEUR	Les écologistes mobilisent les citoyens pour mener la bataille contre le Suroît.
■	2004 et 2003	01 et 12	<i>Le Monde Forestier</i>	Alain CASTONGUAY	Le recrutement des commissaires plus long que prévu. Le retard n'inquiète pas Guy Coulombe.
■	2003	12 20	<i>Le Devoir</i>	Louis-Gilles FRANCOEUR	Les membres de la commission sur la Forêt reçoivent un bon accueil.
■	2003	11 21	<i>Le Quotidien</i>		Aux arbres citoyens si la forêt vous intéresse !
■	2003	11 03	<i>Taiga Rescue Network Presents:</i>		The Boreal Bulletin.

■	2003	11	<i>Fr@ncVert</i>	Harvey MEAD	Un plan vert pour le Québec : un projet pour l'ensemble du gouvernement.
■	2003	11	<i>Fr@ncVert</i>	Éric DUCHEMIN	La diffusion de la connaissance, une pierre angulaire du développement durable.
■	2003	11	<i>Globe and Mail</i>		Thanks to you, Canada will always have a place for Southern Flying Squirrels... and Piping Plovers and Burrowing Owls and Grizzly...
■	2003	11	<i>Urbanité</i>	Harvey MEAD	Prix Blanche Lemco Van Ginkel.
■	2003	11	<i>BAPE</i>	Harvey MEAD	Un quart de siècle de démocratie participative. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.
■	2003	10		Marc-Alain SOUCY	Le BAPE proposerait la prolongation du moratoire. Une fuite ?
■	2003	10	30 <i>Le Soleil</i>	Anne-Louise CHAMPAGNE	Production porcine. Le prolongement du moratoire change les plans de la FPPQ.
■	2003	10	30 <i>Le Devoir</i>	Louis-Gilles FRANCOEUR	Industrie porcine. Le rapport du BAPE est qualifié de « projet de société ».
■	2003	10	26 <i>Le Soleil</i>	Réjean LACOMBE	Production porcine. Le BAPE veut voir le moratoire prolongé.
■	2003	10	25 <i>La Presse</i>	Judith LACHAPELLE	Production porcine. L'UQCN craint l'influence de lobbies.
■	2003	10	22 <i>Le Quotidien</i>	Claude CÔTÉ	Mémoire de la municipalité de Péribonka. Trotter souhaite des tarifs réduits.
■	2003	10	16 <i>Le Devoir</i>	Louis-Gilles FRANCOEUR	Exploitation pétrolière et gazière du Saint-Laurent : un moratoire est réclamé.
■	2003	10	15 <i>Le Devoir</i>	Harvey MEAD <i>et al.</i>	Aires protégées et île d'Anticosti : il faut distinguer « restauration » et « protection ». Une réplique à Louis-Gilles Francoeur.
■	2003	10	02 <i>Le Soleil</i>	Anne-Louise CHAMPAGNE	Des écolos à la défense d'Anticosti.
■	2003	10	01 <i>Le Devoir</i>	Harvey MEAD	Le parc du Mont-Orford. Un parc à préserver. Le gouvernement Charest doit forcer Intermonit à maintenir l'intégrité écologique et territoriale d'un milieu voué à la conservation.
■	2003	09	31 <i>Le Soleil</i>	Harvey MEAD	Les vrais enjeux.
■	2003	09	04 <i>Le Devoir</i>	Roch BIBEAU	Une glissement vers le droit de produire sans réserves. L'État a des responsabilités, les agriculteurs aussi...
■	2003	09	<i>Québec Science</i>	Mathieu-Robert SAUVÉ	Forêt : catastrophe annoncée ? La coupe est pleine.

8.3 REVUE DE PRESSE – MÉDIAS ÉLECTRONIQUES

- 2004 08 26 *Première chaîne de Radio-Canada* L'animateur de l'émission « D'un soleil à l'autre » a fait rapport des propositions de l'UQCN du contenu de liaison de la Commission agriculture sur la levée du moratoire.
- 2004 08 03 *Première chaîne de Radio-Canada* Harvey MEAD Entrevue avec Alain Saladzius (Fondation Rivières) et John O'Driscoll (SNAP) vers 18 h 45 à l'émission « D'un soleil à l'autre » à propos de la descente de la Magpie.
- 2004 07 24 *Site Web de Greenpeace* Louis BÉLANGER La forêt québécoise sous enquête. Depuis *L'Erreur Boréale*, le film de Richard Desjardins et de Richard Monderie, les citoyens et les écologistes réclament à cor et à cri une enquête publique et indépendante sur la forêt québécoise.
- 2004 07 *Site Web Moutain Equipment Co-op* Lancement de la campagne « Aux arbres citoyens » traitant de la crise du logement en forêt.
- 2004 06 07 *Première chaîne de Radio-Canada* Harvey MEAD Les représentants des groupes de défense de l'environnement commentent les programmes des différents partis politiques en matière d'environnement.
- 2004 05 12 *Première chaîne de Radio-Canada* Harvey MEAD La fusion de la FAPAQ au ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
- 2004 04 22 *Site Web Radio-Canada* Jean-Éric TURCOTTE Les Nord-Côtiers inquiets par les impacts des levés sismiques. Des environmentalistes de la région ont soulevé quelques inquiétudes devant les commissaires du bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de passage à Sept-îles...
- 2004 04 15 *Première chaîne de Radio-Canada* Richard GENDRON Entrevue sur le rapport du BAPE concernant Bécancour à l'émission « D'un soleil à l'autre » à la radio de Radio-Canada.
- 2004 03 01 *Global TV* Richard GENDRON Séries de reportages sur l'énergie au Québec.
- 2003 12 29 *CyberPresse* Harvey MEAD La liste des vœux écolos. Pour 2004, *La Presse* a demandé à plusieurs acteurs qui voit l'avenir en vert de [...] faire parvenir leurs vœux écolos.
- 2003 11 21 *Le Porte-Voix* *Fr@ncVert* renaît des cendres... en format électronique.

8.4 MÉMOIRES

- UQCN. *Réflexions sur l'importance de conserver la rivière Magpie : suites d'une descente de reconnaissance en radeau*. Présenté au bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), août 2004.
- UQCN. *Étude des Grands Lacs et de la Voie maritime du Saint-Laurent*. Présenté dans le cadre des consultations par la SODES et la commission des Grands Lacs, août 2004.
- UQCN. *Réserve aquatique Ashuapmushuan*. Présenté au BAPE, à la Commission de consultation du public, sur l'aire protégée projetée, août 2004.
- UQCN et le Comité Dumoine. *Le bassin versant de la rivière Dumoine comme aire protégée*. Proposition de la mise en place d'une aire protégée à l'intérieur du bassin versant de la rivière, à la frontière des régions administratives de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue. Proposition déposée au ministère de l'Environnement, août 2004.
- UQCN. *Regagner la confiance de la population : un chemin de sortie de la crise forestière*. Présenté à la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise dans le cadre des consultations nationales, juin 2004.
- UQCN. *Prolongement de l'autoroute du Vallon*. Présenté au BAPE pour recommander la conservation de la forêt de l'Escarpement, mai 2004.
- UQCN. *Projet d'exploitation gazière dans le Saint-Laurent*. Présenté au BAPE pour exposer les préoccupations de l'UQCN vis-à-vis des enjeux liés aux levées sismiques dans l'estuaire et le golfe Saint-Laurent, mai 2004.
- UQCN, AQLPA, Greenpeace, Groupe Stop et S.É. *Vers une politique énergétique responsable : un urgent besoin de leadership*. Présenté à la Commission parlementaire de l'économie et du travail, mai 2004.
- UQCN. *Initiative québécoise sur les aires protégées en forêt boréale – Rapport final*. Présenté à l'Initiative boréale canadienne et Canards Illimités, réalisations entre novembre 2002 et novembre 2003.
- UQCN. *Projet de la centrale de Bécancour, par TransCanada Energy*. Présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, décembre 2003.
- UQCN. *Les impacts environnementaux de l'exploration pétrolière et gazière dans le golfe du Saint-Laurent, phase II*. Décembre 2003.
- UQCN. *Mémoire pour un développement harmonieux et durable du territoire public : une approche d'affectation du territoire public*. Présenté au ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs dans le cadre des consultations publiques sur une nouvelle approche d'affectation du territoire public, décembre 2003.
- UQCN. *Mémoire sur les objectifs de protection et de mise en valeur des ressources du milieu forestier proposés pour les plans généraux d'aménagement forestier de 2005-2010*. Présenté au MRNFP dans le cadre des consultations nationales sur les OPMV, décembre 2003.
- UQCN. *Mémoire sur les objectifs de protection et de mise en valeur des ressources du milieu forestier proposés pour les plans généraux d'aménagement forestier de 2005-2010*. Présenté au MRNFP dans le cadre des consultations régionales de la Capitale-Nationale sur les objectifs de protection et de mise en valeur des ressources du milieu forestier, décembre 2003.
- UQCN. *Projet d'aménagement hydroélectrique de la Péribonka par Hydro-Québec*. Présenté au bureau d'audiences publiques sur l'environnement, octobre 2003.

Rapport annuel

2003-2004

Rapport financier



Rapport annuel

2003-2004

Remerciements



PARTENAIRES EN 2003-2004

L'UQCN offre sa reconnaissance et sa sincère gratitude à chacun de ses partenaires financiers qui contribuent à rendre possible l'accomplissement de sa mission.

- Canadian Boreal Initiative et Ducks Unlimited Canada
- Comité Zip de la Rive Nord de l'estuaire
- Développement des ressources humaines Canada
- Emploi Québec, Fonds national de formation de la main-d'œuvre
- Environnement Canada
- Fédération canadienne de la nature
- Fondation de la faune du Québec (FFQ)
- Fondation EJLB
- Fonds commémoratif Alfred B. Kelly de la Société québécoise de protection des oiseaux
- Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) et son partenaire financier, le gouvernement du Québec
- Fonds de l'environnement de Shell
- George Cedric Metcalf Charitable Foundation
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère de l'Environnement du Québec
- Pêches et Océans Canada
- Société de la faune et des parcs du Québec
- Ville de Québec

L'UQCN reconnaît et remercie également ses nombreux autres partenaires non-financiers qui contribuent à la réalisation de ses projets.

- AFQM (Association forestière Québec métropolitain)
- Agence Parcs Canada
- AQLP (Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique)
- CEGEP Ste-Foy- Programme de technique d'inventaire et de recherche en biologie
- Comité de l'environnement de Chicoutimi
- Comité Zip Rive-Nord de l'Estuaire
- CRECN (Conseil régional de l'environnement Côte-Nord)
- CREDD (Comité régional de l'environnement et du développement durable du Saguenay-Lac-Saint-Jean)
- CVRB (Comité de valorisation de la rivière Beauport)
- ESRI Canada
- Fonds mondial pour la nature Canada
- MAPAQ (Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation)
- MEC (Mountain Equipment Co-op)
- Ministère de l'environnement du Québec- DPEDD (direction du patrimoine écologique et du développement durable)
- Mouvement Vert Mauricie
- MRC Beauharnois-Salaberry
- MRNFP (Ministère des ressources naturelles, de la faune et des parcs du Québec)- direction parcs
- MRNFP (Ministère des ressources naturelles, de la faune et des parcs du Québec)- direction faune
- Nation Hurons-Wendat- secteur Tourilli
- Réseau des milieux naturels protégés (RMN)
- RQGÉ (Réseau québécois des groupes écologistes)
- SEPAQ (Société des établissements de plein air du Québec)
- SNAP (Société pour la nature et les parcs du Canada, Section Montréal)
- Université du Québec à Montréal – Programme de maîtrise en sciences de l'environnement
- Université Laval - Faculté de foresterie et de géomatique - Forêt Montmorency
- Université Laval – Programme de communication publique

ORGANISMES AFFILIÉS À L'UQCN EN 2003-2004

- AmiEs de la Terre de Québec (ATQ)
- Amis de la Vallée du Saint-Laurent (AVSL)
- Amis du Jardin Van den Hende
- Association de chasse et pêche ZEC Normandie
- Association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides
- Association de protection du Lac Mégantic
- Association des riverains du Lac Grande-Fourche
- Association faunique Kipawa
- Association forestière du Québec métropolitain
- Association pour la protection de l'environnement du lac Saint-Charles et des Marais du Nord (APEL)
- Association pour la protection du Lac Taureau
- Association québécoise des groupes d'ornithologues
- ASTER La Station scientifique du Bas-Saint-Laurent
- Attention Fragiles
- Aventure Écotourisme Québec
- Bande à Bonn'eau
- Bloc vert
- Centre d'information sur l'environnement de Longueuil
- Centre de conservation de la nature du Mont Saint-Hilaire
- Centre de recherche et d'intervention environnementale du Grand Portage (CRIE)
- Centre d'intendance écologique Latreille (CIEL)
- Centre d'interprétation de la nature du lac Boivin inc. (CINLB)
- Centre québécois du droit à l'environnement (CQDE)
- Cercles des jeunes naturalistes (CJN)
- Club de marche de Québec inc.
- Club des ornithologues de la Gaspésie
- Club ornithologique de l'Outaouais
- Club ornithologique des Hautes-Laurentides
- Comité côtier Les Escoumins à la rivière Betsiamites
- Comité de bassin versant de la rivière Kamouraska (COBAKAM)
- Comité de la Réserve de la biosphère de Manicouagan-Monts Groulx
- Comité de protection du Mont Saint-Bruno
- Comité de restauration de la rivière Etchemin
- Comité de restauration et de mise en valeur du banc de Portneuf
- Comité du bassin versant de la Rivière du Lièvre
- Comité du marais Kingsbury
- Comité ZIP Baie des Chaleurs
- Comité ZIP de la rive nord de l'Estuaire
- Comité ZIP des Iles de la Madeleine
- Comité ZIP du Lac Saint-Pierre
- Comité ZIP Jacques Cartier
- Comité ZIP Les deux Rives
- Conseil de bassin de la rivière du Cap-Rouge
- Conseil de gestion du bassin versant de la Rivière Yamaska (COGEBY)
- Conseil régional de l'environnement de Chaudière-Appalaches (CRE)
- Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale (CRE Capitale-Nationale)
- Conseil régional de l'environnement de Laval
- Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent (CRE-BSL)
- Conseil régional de l'environnement du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du développement durable (CRE)
- Conseil régional de l'environnement Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine (CREGIM)
- Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CRE)
- Corporation d'aménagement de la rivière Sainte-Anne (CAPSA)
- Corporation de gestion Charmes
- Corporation de gestion de la rivière à saumons des Escoumins
- Corporation de gestion des rivières des Bois-Francis (CGRBF)
- Corporation de gestion du Petit Marais de Saint-Gédéon
- Corporation de la réserve mondiale de la biosphère de Charlevoix
- Corporation de l'aménagement de la rivière l'Assomption (CARA)
- CRE Mauricie
- Crivert inc.
- Éco-Nature de Laval
- Envir-Action
- Environnement Vert-Plus
- Fondation des oiseleurs du Québec
- Fondation Fauna
- Fondation Québec-Labrador
- Fondation québécoise de protection du patrimoine naturel
- Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME)
- Groupe de recherche et éducation sur le milieu marin (GREMM)
- Héritage Saint-Bernard inc.
- Info-Nature Mauricie
- Mouvement Vert Mauricie (MVM)
- Nature-Action inc.
- Parc national de Pointe-aux-Outardes
- Parc national du Bic
- Québec'Ère
- RAPPEL
- Recyclage Vanier inc.
- Recycle en Beauce
- Rivière vivante
- Société de biologie de Montréal
- Société de conservation du corridor naturel de la rivière au Saumon (SCCNRS)
- Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay (SCABRIC)
- Société de la Grande Plée Bleue
- Société de loisirs ornithologiques de l'Estrie (SLOE)
- Société d'écologie des battures de Kamouraska (SEBKA)
- Société Provancher d'histoire naturelle du Canada
- Société québécoise de protection des oiseaux
- Société zoologique de la Mauricie
- Stratégies Saint-Laurent
- Verts boisés du fjord

MEMBRES INDIVIDUELS ET DONATEURS DE L'UQCN EN 2003-2004

Mireille Abran, Jacques Alary, Ruth Allaire, Christiane Allard, Jules Allard, Roch Allen, Louis Amireault, Gisèle Ampleman, Denise Amyot Pépin, Rose-Marie Arbour, Germaine Arcand, André Archambault, Céline Arsenault, D. Arsenault, Sheila Arthur, Mireille Assad, Marc-André Asselin, Martin Aubé, Louis Aubry, Serge Audette, Claudine Auger, Pauline Auger, Isabelle Ayers, Claudette Ayotte, Frédéric Back, Philippe Bacle, Jacques Baillargeon, Sylvie Baillargeon, Liliane Barabé, Alain Bardenet, René Barry, Yan Barry, Jacques Bazinet, Marie Beaubien, Serge Beaucher, Huguette Beauchesne, Louis Beaudet, Christian Beaudoin, Louis Beaudoin, Denis Beaulieu, Gilbert Beaulieu, Linda Beaulieu-Malenfant, Matthieu Beaumont, Denise Beaugard, Denise Beaugard, Clément Bédard, Jean-Pierre Bédard, Marie-Josée Bédard, Yves Bédard, Francine Bédard-Hô, Éric Bégin, Claire Béland, Sébastien Béland, André Bélanger, Claire Bélanger, Ginette Bélanger, Louis Bélanger, Louis-Marie Bélanger, Odile Bélanger, Robert Bélanger, Roger Bélanger, Catherine Bélisle, Madeleine Bélisle, Odette D. Bellavance, Henri Bellemare, Monique Bellemarre, Michel Belles-Isles, Marc Belley, Michèle Benoit, Paul Benoît, Pierre Benoit, Robert Benoit, Charles-Eugène Bergeron, Gabrielle Bergeron, Jacquelin Bergeron, Lucile C. Bergeron, Marie Bergeron, Michel Bergeron, Pauline B. Bergeron, André-Guy Bernier, Cécile Bernier, Rita Bernier, Conrad Berry, Harvey Berthold, Lucille Bertrand, Michèle Bertrand, André Bérubé, Charles Bérubé, Fernande Bérubé, Jocelyn Bérubé, Angèle Bilodeau, Normand Bilodeau, Robert Bilodeau, Alain Blais, Damien Blais, Hélène G. Blais, Normand Blanchette, Steven Blaney, Jean-Philippe Blondeau, Alain Blondin, Andrée Blouin, Claude Boileau, Gaston Boisvert, Karine Boisvert, Claudette Boivin, Henri-Bernard Boivin, Marie-Claire Bombardier, Lucien Bordeleau, Louis Bossut, Adrien Bouchard, Bernard Bouchard, Francine Bouchard, Ginette Bouchard, Louis-Gabriel Bouchard, Michel Bouchard, Alain Boucher, Gérard Boudreau, Céline Bouffard, Julie Bouffard, Rita Bouffard, fcsj, Robert Bougie, France Bouhours, Gaétan Boulanger, Jeanne Boulanger, Anne Boulay, Lucien Boulé, Monique Boulet, Gérard Bourdages, André P. Bourdon, Esther Bourgault, Paul A. Boursier, Gilberte Bousquet, Noëlla Boutin, Alain Boyce, Michel Boyer, Chantal Brabant, Louise Bradette, Éric Brassard, Monic Brassard, Jacques Brazeau, Simone Brisebois, Norbert Brissette, Jean-Denis Brisson, Danielle Brochu, Sylvie Brodeur, Bernard Brouillette, Marcel Bruneau, Sylvain Bruneau, Yves Brunelle, Jacques Bussière, Suzanne Calmus, Édith Carbonneau, Sylvie Cardin, Diane Carlos, André Caron, Jacinthe Caron, Jean-Marie Caron, Pierre Caron, Dominique Carreau, Guy Carrier, Monique-H. Carrier, Stéphane Carrier, France Castel, Georgette Castonguay, Clément Cauchon, Jacques Cayouette, André Chabot, Léopold Chabot, Roland Chabot, Giselle Chagnon, Madeleine Chagnon, Richard Chalifour, Thierry Chamberland, Roger Chapados, Anne-Marie Chapleau, Andrée Charbonneau, Robert Charbonneau, René Charest, Jean-Pierre Charlebois, Suzanne Charron, Catherine Chartier, Claudette Chartrand, Frédéric Chartrand, Paul G. Chénard, Jeanne Chevalier, Béatrice Chevallier, Paul Chiasson, Sylvie Choquette, Ginette Chouinard, Marcel Chouinard, René Chouteau, Édith Chrétien, Francis L. Chubb, Gilles-François Clermont, J. Fraser Cliff, Conrad Cloutier, Guy Cloutier, Michel Cloutier, Pierre Cochaux, Jean-Claude Collet, Louise Collette, France Constantineau, Christian Corbeil, Nicole G. Cormier, Gisèle Corriveau, Bernard Côté, Carole Côté, Denis Côté, Gisèle Côté, Isabelle Côté, Jean-Yves Côté, Lucien Côté, Madeleine Côté, Marc Côté, Marc-André Côté, Marie-Claude Côté, Michel Côté, Sylvie Côté, Benoît Coulombe, Myriam Coulombe, Lysanne Coupal, Vincent Cournoyer-Farley, Marie-Hélène Croisetière, Jean Cusson, Lucie Cusson, Carey-James Czlonka, Lucie D'Amours, Monique Dallaire, Pierre Dansereau, Pierre Dansereau, Renée Dansereau, Donald Dastous, Pierre De Bellefeuille, Alain De Cadolle, Sophie De Corwin, Hervé de Fontenay, Marthe De Serres, Ginette Decobert, Pierre Delorme, Armande Denis, Gisèle Denoncourt, Coralie Deny, Ghislaine Déry, Pierre Désaulniers, Adrien Desautels, Louise Desautels, Renée Desautels, Robert Desautels, Hubert Desbiens, Josianne Desbiens, Marie-Josée Deschamps, Jean-Paul Deschênes, Lucie Deschênes, Réjean Deschênes, Jean-Luc DesGranges, Hélène Desilets, Luc Desilets, Jean-Charles Desjardins, Jean-Jacques Desjardins, Claire Desmarais, Pierrette Desmarais, Richard Desmarais, Gabrielle Desrochers, Lucille Desroches, Claude Désy, Jean Désy, Bruno Detuncq, Richard Devin, Monique Dignard, Francine Dion, Rémy Dion, Robert Dion, Denise Dionne, Paul Dorais, Aimé Doré, Pierre Dorion, M. Dostie, Gérard Drainville, Mary Elizabeth Driscoll, Carmin Drolet, Charles-Antoine Drolet, Denis Dubé, Guylaine Dubé, Denis Dubeau, Johanne Ducharme, Madeleine Dufour, Marcel Dufour, Lucie Dufresne, Nicolas Dufresne, Geneviève Dugré, Raoul Duguay, Vincent Dujardin, Marie Dumais, Sylvane Dumais, Nelson Dumont, Marie Dumoulin, Lynne Duplain, Marc-André Dupont, Hélène-Louise Dupont-Élie, Suzanne Dupras, Martine Duquette, Murielle Dutil, Christian Duval, Dominique Égré, Louise Elsliger, Jean-Pierre Émond, Jean-Pierre Fabien, Jacques Fabre, Martin Faucher, Estelle Favreau, Fédération des Travailleurs du papier et forêt, Raymonde Ferland,

Nicole Fiore, Georges Foisy, Julie Fontaine, Mariette Forest, Stéphane Forest, Michel Forté, Jacques Fortier, Gladys Fortin, Jean-Paul Fortin, Michel Fortin, Guilaine Fortmann, Philippe Fragner, Marcel Fréchette, Raymond Fredette, Winnie Frohn, Bertrand Gaboriau, Jean Gagné, Léonie Gagné, Nathalie Gagné, Oscar Gagné, Andrée Gagnon, Bertrand Gagnon, Cécile Gagnon, Claude Gagnon, Denis Gagnon, Gérard Gagnon, Henri-Paul Gagnon, Julienne Gagnon, Marie-Claude Gagnon, Yvan Gagnon, Justin Gagnon-Gilbert, Jean-Claude Gardner, Réal Gascon, Gisèle Gaudette, Jean-Guy Gaudette, Nathalie Gaudette, Pierre Gaudette, Marcel Gaudreau, Marie-Ange Gaudreau, Maryelle C. Gaudreau, Yves Gaudreau, Marcel Gaudreault, Jean-Guy Gaulin, Élisabeth Gauthier, Manon Gauthier, Yves Gauthier, Louise Gélinas, Gilbert Gendron, Mario Gendron, Odette Germain, Lise Gervais, Carmen Gignac, Jean-Roch Giguère, Nicolas Gilbert, Renaud Gilbert, Yves Gilbert, Yves Gilbert, Hervé Girard, Laurence Girard, Pierre Girard, Jean-François Giroux, Louis Giroux, Michel Giroux, Christiane Glaçon, Marjorie Gobeil, Patrice Godin, Dominique Gosselin, Jean-Yves Gosselin, Michelle Gosselin, Michel Goudreau, Anne-Marie Goulet, Maurice Goulet, Germain Grégoire, Jean-Pierre Guay, Gilles Guénette, Jean-Sébastien Guénette, Diane Guérin, Pierre Guérin, Noëlla Guilmette, Omar Hadji, Lise Hahn, Dr. Pierre Hamel, Jean Hamel, Jean Hanley, Jean-Marc Hardy, Bertrand Harvey, Jana B. Havrankova, Claire Hébert, Claude Hébert, Daniel Hébert, Pierre Hébert, Fernand Hélie, Bruce Hinton, Joseph-Ernest Houle, Marcel Houle, Rachel Houle, Annette Houle Collin, Jean Hubert, Andrée Hudon, Claude Hudon, Jean-Guy Hudon, André Huot, Michel-Guy Huot, Frédéric Hurtubise, Yves Hurtubise, Richard Jacques, Danielle Jasmin, M. Jobidon, Jean-Paul Jodoin, Allain Joly, Raymond Joly, Richard Joly, Richard Jones, Chantal Joron, Catherine Joyal, Claire Julien, Marie Junger, Farid Kadi, Stephen Knowles, Marianne Kugler, Gertrude L'Heureux, Simonne L'Heureux-Beaudoin, Jacqueline La Mothe, Pierre-Jean La Porte, Diane Labbé, Christine Labelle, Robert Laberge, Claude Labrecque, Louise-Geneviève Labrecque, Christine Labrie, Édith Lacasse, Jean-Yves Lacasse, Bernard Lachance, Bertrand Lachance, Desneiges Lachance, Marcel Lachance, Pauline Lachance, Yolande Lachance, Estelle Lacoursière, Jean-François Lacoursière, Murielle Lacoursière, Pierre Lacroix, Roland Lacroix, André Ladouceur, Diane Laflamme, Annette Lafond, Johanne Lafond, Josette Lafortune, Luc Lafrenière, Réal Lafrenière, Gaston Lagacé, Anne-Marie Laganière, Gisèle Lague Roy, Michelle Lahaie, Robert Lajoie, Lorraine Lalonde, Denise Laliberté, Pierrette Laliberté, Claire Lalonde, Françoise Lamarque, Claude Lamarre, Marcel Lamontagne, Philippe Lamontagne, Claire Lamothe, Michel Lamoureux, Peter Landry, Pascal Lang, Hilde Lange, Germain Langelier, Monique H. Langevin, Robert Langevin, Patrick Langlois, Serge Langlois, Cécile Lanthier, Filippo Lapietra, Richard Laplante, Colette Lapointe, Marc Lapointe, Richard Lapointe, Franz Laporte, Jacques Larivée, Jacques et Hélène Larocque, Patrice Larocque, Pierre Larose, Roger Larose, Vincent Larose, Johanne Larouche, Jacques Latour, Normand Latour, John B. Laughrea, Nathalie Lavallée, Pierrette Lavallée, Andjelka Lavoie, Donald Lavoie, Fabienne Lavoie, Ghislaine et Gabriel Lavoie, Jacqueline Lavoie, Mathieu Lavoie, Maurice Lavoie, Michel Lavoie, Normand Lebel, Laurent Lebeuf, André Leblanc, Marc-André LeBlanc, Sylvie Leblanc, Jean-Roch Leblond, Michèle Leblond, Diane Lebrun, Gilles Leclerc, Nicole Leclerc, Hélène Leclère, Maude Lecourt, Normande Leduc, Thérèse B Leduc, Jasmin Lefebvre, Luce Lefebvre, Rémi Lefebvre, Marie Lefrançois-Vibien, Pierre Légaré, Christian Legault, Françoise Legault, Jean Léger, Éric Lehmann, Bernard Lemay, Charles Lemay, Raymonde Lemay, Rollande Lemay, Marie-Louis Lemieux, Vincent Lemieux, Josée Lemire, Kateri Lemmens, Martin Lemmens, Normand Lemyre, François Léonard, Michel Léonard, Monique Léonard, Gaele Lepenven, Réjean Leroux, Annik Lescop, Louise Lessard, Manon Lessard-Bélanger, Carol Létourneau, Claude Létourneau, Jean Létourneau, Daniel Levert, Kenneth Lochhead, Hélène Loïselle, Pierre Loïselle, France Lord, Jean-Yves Loslier, Nathalie Maillette, Fernande Mallette, Jeanne Malo, Ernest Maltais, Nicole Maltais, Tina Manach, Marie Marceau-Lemieux, Paul Marcil, Lucienne Marcotte, Roger Marcotte, Hélène Marcotte Roberts, Francine Marcoux, Sylvio Marcoux, Monique Marenger, Marguerite M. Marion, Clément Marquis, Christiane Martel, Réjeanne Martel, G. Émile Martin, Pierrette Martin, Hélène Massé, Colette Massicotte, Bernard Mathieu, Sylvie Matte, Claire Maufette, Louis-Philippe Mayrand, Jessica Mayville, Jacqueline Mazet, Jean McClure, David McDuff, France McNeil, Frédéric McSween, Jacques Meloche, Annette Lavoie Ménard, Jean-François Ménard, Louise Ménard, Olivier Ménard, Robert Ménard, Roger Ménard, Thérèse Ménard, Gilda Menegoz, Lucie Mercier, Madeleine P. Mercier, Maurice Mercier, Priscille Mercier, Helen Meredith, Martin Messier, Michèle Messier, Lucille Métayer, Thérèse Méthé, Robert Michaud, Sylvie Michaud, Stéphane Michon, Nicole Mireault, Madeleine Miron, Monique Miville-Deschênes, Gaston Moisan, Marguerite Moisan, Marjolaine Moisan, Julie Molard, Bruno Montour, Claudine Morand, André Morasse, Adèle Morin, Benoit Morin, Daniel Morin, Danièle Morin, David Morin, Denis Morin, Edith Morin, Jean Morin, Madeleine Morin, Michel Morin, Richard Morisset, Evelyn Morneau, Pierre Mousseau, Pierre Nadeau, Marie-Paule Nantel, Philippe Nantel, Claude Naud, Daniel Néron, Gabriel Neyron, Constant Noël, Élisabeth Noiseux, Hélène Nolin, Eugène Nollin, Raymond J. Noreau, Pauline Normand, Marguerite A. Normandeau, Sylvie Nuckle, Barbara Otrysko, Adrien Ouellet, Cécile Ouellet, Lise Ouellet, Monique Ouellet, Monette Ouellette, Luc

Ouimet, Robert Pageau, Rolande Palardy, Aubert Pallascio, Yolande Papillon, Jean-Marie Paquette, Normand Paquette, Denis Paquin, Ginette Paradis, Marc Paradis, Yves Paradis, Luc Paré, Luc Parent, Lucie Parent, Julien Patenaude, Pierre Paulhus, Henri Payette, Pierre Payette, J. Michael Pearson, Richard Pelchat, Sylvie Pellerin, Marjolaine Pelletier, Isabelle Peltier, Jacqueline Peltier, Agathe Perreault, Isabelle Perreault, Jacques Perreault, Monique Perron, Michèle Piedalue, Gilles Pilotte, Hélène Piuze, Jean-Guy Plante, Laurette Plante, Louise Plante, Vincent Plante, Françoise Poirier, Johanne Poirier, Richard Poirier, Jean Poissenot, Thierry Poitras, Sylvie Pomerleau, Rita Pothier, Anne Potvin, André Poulin, Huguette Poulin, Marie-Josée Poulin, Paulyne Poulin, Pierre Poulin, Yves Poulin, Patricia Powers, Yvette Prévost, Jean Pronovost, Pauline Proulx, Lucienne Provancher, Claire Provost-Pilon, Serge Prud'Homme, Marie-Line Prudhomme, Marie Quintal, Alejandro Rada, Carole Ramsay, Catherine Ranger, Pauline Ratelle, Lucie Raymond, Paul Raymond, Gérard Régnier, Daniel Reid, Madeleine Reid, Réal Reid, Réjeanne Rémillard Falaise, Monique Renaud, Élizabeth Revil, Marcel Rheault, Sidney Ribaux, Nathalie Ricard, André Richard, Bruno Richard, Clément Richard, Paul-Émile Richer, Sébastien Richer, Marie-France Riendeau, Johanne Rioux, Paul Rioux, Patrice Rivard, , Roberte Robert, Gilles Robillard, Guy Robillard, Louise Robillard, Denys Robitaille, Pierrette Robitaille, Louise Roch, Patricia Rochon, C. Rodrigue, Julie Rodrigue, Bellamy Roland, Michel Rompré, Henri Rondeau, Catherine Rooney, Mike Rosen, Célyne Rouleau, Francine Rouleau, Marie-Élaine Rouleau, Jacques Rousseau, Nicole Rousseau, D. Roy, Denis Roy, Gaétan Roy, Jacques Roy, Joseph C. Roy, Marcel Roy, Serge Roy, Sylvie Roy, Antoine Royer, Hugo Royer, Denis Saint-Amand, Luce Saint-Georges, Yves Saint-Germain, Claude Saint-Pierre, Martin Saint-Pierre, Adrien Salois, Alain Sauriol, Colette Savard, Mary Savard, Réjean Savard, Jacqueline Savoie, Bernard Schami, Marie-Anne Schwab, Angèle Séguin, Céline Séguin, Jean-Baptiste Séguin, David E. Sergeant, Maurice Servranckx, Claude Sévigny, Cédulie Simard, Christine Simard, Claude Simard, Martine Simard, Denise Simard-Harvey, Martine Sirois, Eddy Slater, Édouard Spiegle, Angéline St-Amant, Mathieu St-Amour, Martin St-André, Françoise St-Denis, Gilles St-Germain, Daniel St-Hilaire, Ghislaine St-Jean, Louise St-Pierre, Nicolas St-Vincent, André Stainier, Edward Stansbury, Madeleine Stewart, Gérard Szaraz, Denis Tanguay, Yolande L. Tanguay, Aline Tardif, Louise Tardif, Jean-Louis Tassé, Annie Tellier, Jacqueline Tessier, Robert Tessier, Bertrand Tétreault, André Therrien, Sylvie Therrien, André Thibault, Marc Thibault, Diane Thibeault, René Thiffault, Chantal Touchette, Claude Toupin, Martine Tourangeau, Daniel Toussaint, Antoinette Tremblay, Françoise Tremblay, Georges-Étienne Tremblay, Gilles Tremblay, Harold Tremblay, Jacinthe Tremblay, Jacques Tremblay, Jean-Guy Tremblay, Jean-Pierre Tremblay, Louise Tremblay, Marie-Ève Tremblay, Michelle Tremblay, Raymonde Tremblay, Marie-Odile Trépanier, Nicole Trottier, Gilbert Troutet, Yvan Troutet, Chantale Turcot, Jean-Eric Turcotte, Louis Turgeon, Gisèle. Poulin Turmel, Gilbert Turp, Gérard Vachon, Guimond Vachon, Pierrette Vachon, Francine Vallée, Marie-Doris Valois, Francine Van winden, François Vanasse, Michel Vandal, Nicole Vandal, Anne Vanneville, Martin Veillette, Jocelyne Veilleux, Denis Vendette, Emilie Vendette, Louis Vézina, Michel Vézina, Francis Viau, Pierre Viau, Robert Vigneault, Florent Villeneuve, Nicole Villeneuve, Richard Villeneuve, Jacqueline Vincent, Debbie Vityé, Pierre Viviers, Adrian Vockeroth, Éric Wagner, Anna Wallstedt, Charles Weldon.



L'UQCN est fière de compter sur votre appui et remercie chaleureusement tous et chacun d'entre vous !

Rapport annuel

2003-2004

Plan d'action 2004-2005



Ces activités seront réalisées dans la mesure où les ressources financières et humaines le permettent.

COMMISSION AGRICULTURE

- Compléter et diffuser un portrait des enjeux relatifs au développement agricole dans les seize bassins versants jugés prioritaires, ainsi que des priorités d'actions pour chacun de ces bassins.
- Réaliser et diffuser un dossier sur l'intérêt et les possibilités d'une stratégie de rotation des cultures dans le contexte québécois au moment où les premiers rapports sur les stratégies de contrôle de la pollution diffuse démontrent les limites des guides de bonnes pratiques et des bandes riveraines.
- Suivre le processus de levée du moratoire dans le secteur porcin et intervenir au besoin.
- Explorer avec les groupes de la Coalition citoyenne de mise sur pied d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux des rivières.
- Élaborer une stratégie d'évaluation environnementale des programmes du MAPAQ à partir de la législation fédérale sur les évaluations environnementales à la suite du cadre stratégique canadien pour l'agriculture permettant un important soutien fédéral aux programmes du MAPAQ.

COMMISSION AIRES PROTÉGÉES

- Identifier et promouvoir la protection d'un territoire représentatif de la forêt boréale en Mauricie.
- Intervenir dans les dossiers mettant en cause l'intégrité des parcs québécois et la *Loi sur les parcs*, en ciblant Mont-Orford, Oka, Mont-Tremblant et Îles de Boucherville.
- Développer les principes définissant le rôle communautaire des aires protégées au Québec, et les mettre en œuvre dans le cadre de la SQAP.
- Promouvoir la protection du bassin versant de la rivière Magpie.

COMMISSION BIODIVERSITÉ

Protection de la diversité génétique

- Intervenir face à la pisciculture et à l'ensemencement d'espèces non indigènes dans les milieux aquatiques naturels.
- Intervenir face à l'introduction d'espèces génétiquement modifiées dans les milieux agricoles et forestiers.
- Promouvoir une aire protégée pour assurer la protection et/ou le rétablissement du caribou forestier.

Protection des écosystèmes

- Promouvoir une concertation provinciale en vue de la protection des milieux humides, surtout en zone périurbaine.

COMMISSION EAU

- Effectuer un suivi de la mise en œuvre de la *Politique nationale de l'eau*, comportant 57 engagements gouvernementaux.
- Analyser l'état de la situation face à l'application de la *Politique de protection des rives* et en promouvoir une mise en œuvre appropriée.
- Établir un état de la situation en ce qui a trait aux activités d'extraction commerciale de l'eau souterraine (contenants de moins de 20 litres) et intervenir dans les débats sur des projets d'implantation de nouvelles usines d'extraction.
- Établir une analyse de l'intérêt, sur le plan fiscal et environnemental, d'un programme de redevances pour les différents usagers de l'eau de surface et de l'eau souterraine (industriels, commerciaux et institutionnels).

COMMISSION ÉNERGIE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Filière hydroélectricité

- Participer au processus de consultation sur le complexe Eastmain-Rupert et établir des orientations pour l'ouverture possible du projet Churchill Falls.

Filière gaz

- Établir des orientations et intervenir face à l'ensemble de dossiers touchant la filière gaz, entre autres l'exploration gazière, les deux projets de port méthanier, un ou des gazoducs et des centrales thermiques appelées «de cogénération».
- Intervenir pour assurer une mise en œuvre adéquate d'un plan d'action québécois pour respecter les engagements face au Protocole de Kyoto.

Filières énergies renouvelables et conservation

- Faire pression pour l'établissement de programmes d'envergure touchant la conservation d'énergie et les énergies renouvelables.
- Développer un programme pour la promotion du développement de la filière éolienne.

COMMISSION FORESTERIE

Forêt boréale

- Effectuer une analyse et assurer la mise en œuvre des recommandations de la commission Coulombe sur la forêt publique.
- Intervenir pour assurer la mise en œuvre d'un projet de gestion écosystémique de la Réserve faunique des Laurentides comme projet pilote pour l'ensemble des réserves fauniques de la province.

Forêt méridionale

- Intervenir contre la diminution à la fois de la superficie forestière et de la biodiversité de la forêt méridionale, en vue de sa restauration éventuelle. Dans un premier temps, intervenir (a) pour assurer la survie et l'augmentation du rôle de la Pépinière Berthier dans la production de feuillus nobles et (b) pour contrer la tendance à l'enrésinement de cette forêt.

- Participer aux activités de Deux pays une forêt (2C1Forest), organisme visant une approche de conservation pour la forêt méridionale du Nord-est de l'Amérique.
- Analyser les recommandations de la commission Coulombe dans le but d'identifier tout effet pervers qu'elles pourraient comporter pour la forêt méridionale et intervenir au besoin.

ANTENNE SAINT-LAURENT

- Intervenir pour favoriser la protection et la restauration des écosystèmes du fleuve Saint-Laurent auprès d'instances nationales et internationales, dont : Commission mixte internationale (CMI); Commission des Grands Lacs; Great Lakes United; Association des maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent.
- Développer et maintenir des liens amont/aval pour assurer la prise en compte des enjeux touchant le Saint-Laurent lors des démarches au niveau des Grands Lacs et celles visant le Saint-Laurent.
- Intervenir pour promouvoir le maintien des usages du Saint-Laurent.
- Diffuser une information sur les enjeux du système Grands Lacs – Saint-Laurent auprès de diverses clientèles québécoises.

ACTIVITÉS DE COMMUNICATION, FORMATION, RECHERCHE, SENSIBILISATION, REPRÉSENTATION

- Développer un plan de communications visant à accroître les retombées des activités identifiées dans le présent document (*Plan d'action 2004-2005*).
- Produire des résumés exécutifs des mémoires, rapports et communiqués produits pendant l'année, afin d'annoncer leur parution et mise en ligne.
- Participer à des événements médiatiques d'importance, des salons, congrès et autres événements permettant la diffusion des outils d'éducation et de sensibilisation produits par l'organisme.
- Créer, utiliser et diffuser le « conseil honoraire » de l'UQCN qui sera formé de personnalités connues et issues des milieux artistique, médiatique, sportif et des affaires.
- Évaluer l'image de marque et l'utilisation du nom UQCN.
- Créer un nouveau logo et de nouveaux documents de présentation de l'organisme.
- Développer un plan de pénétration des médias de la région de Montréal.
- Compléter l'étude de faisabilité pour un webzine en environnement.
- Réaliser la production du webzine Fr@ncVert traitant des grands enjeux environnementaux et en assurer sa diffusion.
- Assurer le développement du site Fr@ncVert afin d'offrir un meilleur service d'information auprès des membres et de la population québécoise.
- Réaliser une mise à jour progressive du site existant de l'UQCN afin d'améliorer la visibilité de l'UQCN sur Internet.
- Évaluer et diversifier les sollicitations et sources de financement autonome.



« Penser globalement, agir localement »

**UQCN • UNION QUÉBÉCOISE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE**
1085, avenue de Salaberry, bureau 300, Québec (Québec) G1R 2V7
• TÉL. : (418) 648-2104 • TÉLÉC. : (418) 648-0991 • courrier@uqcn.qc.ca • WWW.UQCN.QC.CA